

LEGS-Africa

MAGAZINE

Numéro 04

Septembre 2025



**L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN AFRIQUE :
LEVIER DE DÉVELOPPEMENT
SOCIO-ÉCONOMIQUE ET DE SOUVERAINETÉ**





LEGS

Leadership, Éthique, Gouvernance, Stratégies pour l'AFRIQUE



QUI SOMMES-NOUS ?

LEGS-Africa est une initiative panafricaine d'orientation scientifique, politique, économique et sociale. Un « think tank » regroupant la nouvelle génération de l'élite africaine pour promouvoir la citoyenneté de transformation en Afrique. C'est à dire un nouveau type de rapport entre l'homme africain et son sentiment d'appartenance à une entité géographique, politique, économique et culturelle viable, s'exprimant dans l'unité et prêt à agir pour apporter des changements profonds induits par une stratégie collectivement élaborée.

LA MISSION GÉNÉRATIONNELLE

La vision des pères initiateurs est la mission de notre génération :

Réhabiliter la vision des Etats-Unis d'Afrique, partagée par la nouvelle génération de l'élite africaine, et la mettre en œuvre par une spirale d'action authentique, inclusive et participative.

VISION

Faire de l'Afrique :

- Un continent indépendant, souverain, unifié et performant sur les plans politique, économique, culturel ;
- Où s'affirme l'identité de ses populations
- Et où sont menées des activités de création de richesses dans un système de gouvernance concertée et vertueuse.

OBJECTIFS D'INTERVENTION

- Contribuer à l'émergence d'un nouveau type de leadership pour l'éthique et la gouvernance, à partir d'une meilleure connaissance de l'Afrique ;
- Promouvoir une citoyenneté africaine à travers des programmes d'échanges, rencontres et projets d'action collective entre les jeunes porteurs d'initiatives citoyennes de transformation économique et sociétale à travers le partage et la diffusion de valeurs communes et de modes d'action ;
- Concevoir et mettre en œuvre des stratégies à travers des actions de plaidoyer et des programmes structurants en vue de l'amélioration significative du cadre de vie des Africain(e)s
- Favoriser le dialogue entre Africains pour identifier ensemble des projets de société et bâtir des consensus capables d'impulser la refondation des Institutions et la réalisation des États Unis d'Afrique.

AXES D'INTERVENTION

- Citoyenneté de transformation
- Gouvernance
- Stratégies et politiques publiques
- Economie sociale et solidaire

PRINCIPES

1. Ethique
2. Équité
3. Responsabilité
4. Transparence
5. Inclusion
6. Participation

“ La vision d'une Afrique unie, souveraine, prospère et solidaire est la mission de notre génération. ”

SOMMAIRE

EDITO DU PRESIDENT

LES DÉFIS DU LEGS

L'Intelligence Artificielle : Un Catalyseur pour l'Entrepreneuriat au Sénégal - **Ndeye Absa GNINGUE**

Éthique et intelligence artificielle : Responsabilités africaines face à la protection des données personnelles et à la gouvernance des algorithmes - **Aboubacar Sadikh NDIAYE**

Défis globaux de la Gouvernance de l'IA en Afrique – **Boubacar DIALLO**

Vers une République Numérique Citoyenne : une vision stratégique pour un Sénégal souverain, inclusif et innovant - **Papa Massamba NDIAYE**

DOSSIER :

L'intelligence artificielle en Afrique : levier de développement socio-économique et de souveraineté

IA en Afrique : état de l'art, enjeux et opportunités – **Boubacar DIALLO**

La numérisation de l'administration est-elle la clé pour une modernisation efficace ? – **Malick Lazare DIAKHATE**

Intelligence artificielle et santé : une opportunité pour renforcer la prévention et l'accès équitable aux soins au Sénégal - **Ndoubbé POUYE**

L'intelligence artificielle au féminin : pour une Afrique technologique inclusive - **Wedji KANE**

L'Intelligence Artificielle : levier de création d'emplois et de nouvelles opportunités au Sénégal - **Mouhamed NDIAYE**

A LA DÉCOUVERTE D'UN PORTEUR DU LEGS : Pr Mamadou DRAMÉ

CE QUE NOUS AVONS RÉALISÉ AU COURS DU DERNIER TRIMESTRE

EN PERSPECTIVE

EQUIPE DE REDACTION

Elimane H KANE, **Directeur de publication**

Mame Fily DIENG, **Coordination**

Georges A COLY, **Conception et communication**

Seydou Barham DIOUF, **Assisant de projet**





ÉDITO DU PRÉSIDENT

“L’IA peut transformer nos systèmes éducatifs, optimiser l’agriculture, révolutionner la santé publique, renforcer l’inclusion financière, transformer notre service public administratif et impulser l’efficacité des politiques publiques.”



Chers lecteurs,

Pour rédiger l’éditorial de ce numéro, je me suis amusé à tester des outils en Intelligence Artificielle disponibles et adaptés à l’exercice. Je suis allé d’abord sur Grok et chatGPT pour voir ce qui se dit sur l’IA et ensuite j’ai interrogé Copilot pour lui demander de me proposer un texte éditorial pour ce magazine consacré à l’IA. Les prompts utilisés m’ont permis de faire le tour et d’avoir une mouture puis une autre, ainsi de suite,... Je pouvais donc confier exclusivement cette tâche aux outils d’IA et me limiter au brillant texte qui en résulterait. Mais je ne me serais pas satisfait de ce résultat rapide et structuré car il manquerait l’essentiel à mon texte, c’est-à-dire l’âme et la sensibilité particulière qui relève de ma propre signature à travers les mots que je me suis choisis moi-même. Mais ce qui est évident c’est que ce tour à travers les outils IA adaptés m’a permis de mieux circonscrire le texte et d’en savoir beaucoup plus en peu de temps. Ce qui me permet de confirmer l’assertion d’un chercheur de MIT :” l’IA ne peut pas remplacer l’humain , mais les humains qui savent bien utiliser l’IA dépasseront ceux qui ne l’utilisent pas”. Il est donc possible d’en user pour repousser nos propres limites en vue d’augmenter nos performances, d’être plus précis et plus efficaces, tout en restant maître de sa créativité et sa vision et de l’originalité de sa production.

Dans un monde en pleine transformation technologique, l’IA s’impose comme une force motrice, offrant des opportunités sans précédent pour accélérer le progrès de l’humanité, tout en posant des défis éthiques, économiques et sociaux qu’il nous appartient de relever avec lucidité et ambition.

L’Afrique, avec sa jeunesse dynamique, sa richesse culturelle et ses défis structurels, peut trouver sa voie dans ce tournant décisif de notre époque. L’IA peut transformer nos systèmes éducatifs, optimiser l’agriculture, révolutionner la santé publique, renforcer l’inclusion financière, transformer notre service public administratif et impulser l’efficacité des politiques publiques. Des start-ups africaines innovantes aux initiatives gouvernementales, des solutions émergent déjà : diagnostics médicaux assistés par IA au Nigeria, prévisions agricoles au Kenya, ou encore chatbots éducatifs en Afrique du Sud. Ces exemples témoignent du potentiel de l’IA pour



répondre aux besoins locaux avec des solutions adaptées.

Cependant, ce potentiel ne se réalisera pleinement que si nous abordons les défis associés.

L'accès inégal aux infrastructures numériques, le déficit de compétences spécialisées, et les questions éthiques liées à la protection des données et à la gouvernance de l'IA exigent une réflexion collective. Comment garantir l'équité sociale et territoriale en évitant que l'IA serve l'intérêt commun et non une élite ? Comment bâtir des cadres réglementaires qui protègent sans étouffer l'innovation ? Et surtout, comment faire de l'Afrique un acteur de la création technologique, et non un simple consommateur ?

Ce numéro explore ces questions à travers des analyses d'experts dans divers domaines et portant des enjeux cruciaux. C'est le lieu de remercier tous les contributeurs et contributrices qui ont investi, à travers le prisme des défis du LEGS (leadership, éthique, gouvernance, stratégies), le secteur de l'entrepreneuriat et de l'emploi; de l'administration et du service public, de la prévention et de l'accès aux soins de santé de qualité; ainsi que les dimensions morales et stratégiques par rapport aux défis spécifiques au continent africain.

Notre ambition à travers ce numéro est de nourrir le débat et d'inspirer des actions concrètes pour que l'IA devienne un outil d'émancipation et de progrès pour l'Afrique et les africains.

LEGS Africa, fidèle à sa mission, souhaite contribuer à façonner un avenir où l'innovation technologique soit catalyseur de la transformation économique et rime avec inclusion et durabilité. Nous vous invitons à plonger dans ces pages, à questionner, à débattre et à imaginer avec nous l'Afrique de demain, portée par une intelligence artificielle au service de l'humain.

Bonne lecture !

Elimane Haby KANE

Président - Directeur exécutif

LES DÉFIS DU LEGS

- LEADERSHIP
- ÉTHIQUE
- GOUVERNANCE
- STRATÉGIES



LEADERSHIP

L'Intelligence Artificielle : Un Catalyseur pour l'Entrepreneuriat au Sénégal

Fondatrice de JEADER, Conférencière, entrepreneur, auteur



Ndeye Absa GNINGUE

L'intelligence artificielle (IA) est une technologie en pleine évolution, et s'il est difficile d'en donner une définition uniforme, un consensus émerge à la considérer comme la capacité des machines à analyser, interpréter et traiter des données de manière similaire à l'intelligence humaine, mais avec une puissance de calcul et une mémoire incomparable. Capable de gérer des volumes massifs d'informations, de relier des sources multiples et de s'appuyer sur des requêtes antérieures, l'IA génère des solutions pertinentes, selon l'utilisation que l'on en fait ou les informations qu'on lui donne. Son fonctionnement repose sur l'entraînement de modèles variés et sur des réseaux de neurones artificiels qui, à l'image des neurones humains, ajustent leurs réponses via un processus d'apprentissage appelé « rétropropagation » ou « backpropagation ».

En Afrique, dans le contexte de la 4e Révolution Industrielle (4IR), l'IA devient donc un outil stratégique pour les entreprises et à plusieurs niveaux stratégiques. Face à la montée des compétences technologiques et à la nécessité de naviguer dans des marchés volatils, adopter l'IA permet non seulement de renforcer la compétitivité, mais aussi d'accroître l'agilité des pays africains face à des défis complexes et en droite ligne avec les objectifs favorisant l'effectivité de la Zone de Libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Une ambition technologique et entrepreneuriale affirmée au Sénégal

Dans ce contexte, le Sénégal aspire à devenir un pôle technologique de référence en Afrique de l'Ouest francophone. Cette ambition s'appuie sur une culture entrepreneuriale dynamique, bien que souvent motivée par la nécessité « survival entrepreneurship » en raison du taux important de chômage surtout chez les jeunes. Le pays a réalisé des progrès significatifs en matière d'infrastructures numériques, notamment à travers la Stratégie Numérique Sénégal 2025 (SN2025) et l'établissement du Parc des Technologies Numériques (PTN) à Diamniadio. Le pays a également de valeureux exemples de réussite notamment dans la FINTECH, l'AGTECH & la HEALTHTECH.

Ces efforts ont abouti au lancement, le 24 février 2025, du New Deal Technologique, en soutien à l'Agenda National de Transformation – Sénégal 2050, et visant à positionner le Sénégal comme un leader de l'innovation numérique en Afrique d'ici 2034.

Parallèlement, l'écosystème entrepreneurial a bénéficié de réformes majeures, comme la loi n° 2020-01 du 6 janvier 2020, qui encadre la création et la promotion des startups. Cette législation souligne l'importance et la nécessité d'un accompagnement effectif pour les jeunes entrepreneurs, en particulier les femmes, ainsi que l'urgence de réviser le cadre législatif et fiscal pour soutenir les secteurs économiques prometteurs. A cet effet, la Délégation à l'Entrepreneuriat Rapide (DER) pourrait par ailleurs



“Avec des politiques ambitieuses et un engagement collectif, le Sénégal peut faire de l’intelligence artificielle le moteur d’une économie agile, résiliente et tournée vers l’avenir, capable de prédire, accompagner et évaluer les dynamiques entrepreneuriales grâce à la technologie.”

jouer un rôle clé dans cet écosystème, le positionnant comme un guichet unique pour accompagner les entrepreneurs tout au long de leur parcours.

Les leviers pour amplifier l’impact de l’IA dans l’entrepreneuriat

Mais pour maximiser le potentiel de l’IA dans la transformation de l’entrepreneuriat sénégalais, nous voudrions suggérer trois leviers stratégiques qui pourraient considérablement transformer l’utilisation de l’IA au service de l’entrepreneuriat :

• Formation et démocratisation des compétences en IA

Notre recommandation serait d’intégrer non seulement l’IA dans les programmes scolaires classiques, mais de généraliser son apprentissage à tous les niveaux. À l’image de la Chine, qui rendra l’enseignement de l’IA obligatoire dès le mois de Septembre 2025 dans les écoles primaires et secondaires, le Sénégal pourrait adopter une approche similaire, en s’appuyant par ailleurs sur les langues nationales ou les bandes dessinées pour favoriser une adoption précoce et inclusive.

L’IA pourrait également être intégrée dans des formations professionnelles, comme le Certificat d’Aptitude Professionnelle (CAP), délivré par le Ministère de la Formation professionnelle, de l’Apprentissage et de l’Insertion Professionnelle.

Cela permettrait de doter les jeunes d’outils technologiques adaptés à leurs métiers.

CAS PRATIQUE : Le Sénégal pourrait tirer parti de l’exemple de la plateforme kenyane LYNK, qui met en relation des clients avec des artisans et professionnels de l’économie informelle (plombiers, mécaniciens, menuisiers, etc.). En s’appuyant sur des technologies telles que l’intelligence artificielle et la géolocalisation, une solution similaire pourrait favoriser la formalisation progressive des métiers dits «à col bleu», tout en structurant des écosystèmes

économiques locaux — à l’échelle des quartiers, des régions, puis du pays.

L’initiative ADIA (Accompagnement Dirigé par l’Intelligence Artificielle) portée par CONCREE, qui offre une assistance à distance, démontre également comment ce type d’innovation peut contribuer à organiser et valoriser l’économie informelle.

• Cartographie des besoins sectoriels et stratégie d’Intégration de l’IA

Pour tirer pleinement parti du potentiel de l’intelligence artificielle (IA), il est essentiel d’identifier les secteurs prioritaires où son application pourrait générer un impact significatif, et de définir des stratégies d’intégration claires et adaptées, accompagnées de mécanismes de suivi efficaces.

Dans le secteur agricole, par exemple, l’IA peut optimiser l’usage de capteurs thermiques pour améliorer les rendements. Dans le domaine de la santé, elle offre la possibilité de transformer la gestion des dossiers médicaux et d’affiner les diagnostics grâce à des algorithmes prédictifs.

Il convient donc de s’interroger : quels sont les domaines stratégiques dans lesquels le pays souhaite investir prioritairement en matière d’IA ?

La réussite de cette démarche repose sur une collaboration étroite entre les secteurs public, privé et académique, afin de garantir que les solutions basées sur l’IA soient alignées sur les besoins spécifiques de chaque filière.

CAS PRATIQUE : Une plateforme d’analyse sectorielle basée sur l’IA pourrait cartographier les opportunités et les défis propres à chaque domaine, permettant ainsi aux entrepreneurs d’adopter des technologies adaptées à leurs activités.

• Suivi, Évaluation et Analyse Prédictive

Comme le dit l’adage, « ce qui ne se mesure pas n’existe pas ». L’IA peut transformer le suivi des performances entrepreneuriales en créant des ta-

bleaux de bord dynamiques pour analyser les indicateurs clés (KPIs) liés à l'environnement des affaires, tels que ceux du Global Entrepreneurship Monitor (GEM). L'analyse prédictive, en particulier, permettrait d'anticiper les tendances et de positionner le Sénégal comme un acteur stratégique sur la scène mondiale.

CAS PRATIQUE : En s'appuyant sur les indicateurs du Global Innovation Index (GII), le Sénégal pourrait mobiliser l'intelligence artificielle pour produire et analyser des données visant à renforcer ses performances selon les critères de classement établis. La mise en place d'un observatoire national de l'innovation appuyé par l'IA permettrait non seulement de suivre les progrès réalisés, mais aussi d'améliorer la visibilité et l'attractivité du pays sur la scène internationale. (voir : <https://www.wipo.int/gii-ranking/en/senegal>).

Conclusion

L'intelligence artificielle constitue une opportunité majeure pour réinventer l'entrepreneuriat au Sénégal. En misant sur la formation, la cartographie des besoins sectoriels et l'adoption d'outils d'analyse prédictive, le pays a la capacité de consolider son écosystème entrepreneurial et de se positionner comme un pôle technologique de référence en Afrique.

La réussite de cette transformation repose sur une vision inclusive, dans laquelle l'IA devient un levier accessible à tous les entrepreneurs, qu'ils évoluent dans l'informel ou à la tête de startups innovantes. Avec des politiques ambitieuses et un engagement collectif, le Sénégal peut faire de l'intelligence artificielle le moteur d'une économie agile, résiliente et tournée vers l'avenir, capable de prédire, accompagner et évaluer les dynamiques entrepreneuriales grâce à la technologie.





ÉTHIQUE



Aboubacar Sadikh NDIAYE

Éthique et intelligence artificielle : Responsabilités africaines face à la protection des données personnelles et à la gouvernance des algorithmes

Consultant en stratégie de transformation digitale et intelligence artificielle, expert sectoriel corédacteur de la Stratégie nationale d'IA du Sénégal- SNIA(2023), Juriste en Droit de l'IA

L'intelligence artificielle (IA) s'impose aujourd'hui comme un levier fondamental de transformation économique, sociale et politique à l'échelle mondiale. Si ses applications sont prometteuses pour la productivité des entreprises africaines et pour le développement, elles soulèvent néanmoins d'importantes questions éthiques, en particulier avec son lot de biais et d'hallucinations de toutes sortes et surtout dans les domaines de la protection des données personnelles et de la gouvernance des algorithmes.

L'Afrique, qui connaît une croissance rapide de son écosystème numérique avec la prolifération des startups Tech et jeunes licornes, doit faire face à ces enjeux avec une attention particulière. La protection des données, l'intégrité des systèmes d'IA, la régulation des données d'entraînement, la transparence algorithmique, et la responsabilité juridique des acteurs sont autant de défis majeurs.

Ce papier analyse les responsabilités spécifiques des États africains et plus spécifiquement au Sénégal, des acteurs publics et privés, ainsi que de la société civile, afin de construire une gouvernance éthique robuste, bâtir une IA de confiance et adaptée aux réalités du continent.

1. Contexte global et enjeux africains

Le développement accéléré des technologies disruptives et de d'intelligence artificielle plus spécifiquement s'accompagnent d'une collecte massive

et continue de données personnelles ainsi que la production de données synthétiques. Ces données servent à entraîner des modèles de langage puissant comme GPT, Deepseek entre autres et alimentent des algorithmes complexes capables de produire des contenus texte, vidéos, audio grâce aux LLM, aux agents IA et aux assistants IA et puis d'automatiser des décisions grâce aux conséquences profondes sur la vie des individus.

Au niveau mondial, des cadres juridiques émergent ou existent déjà, comme le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) en Europe, qui pose des standards élevés en matière de consentement, d'usage et de sécurité des données. Ou encore les textes encadrant l'IA tels que l'IA ACT en Europe. Au niveau du Sénégal nous avons la loi de 2008.

Cependant, ces normes internationales ne sont pas toujours transposables telles quelles en Afrique, en raison des spécificités économiques, culturelles et institutionnelles.

Sur le plan éthique, l'UNESCO a posé les bases en publiant un document de référence sur l'éthique de l'intelligence artificielle. J'ai d'ailleurs participé à plusieurs sessions sur ce sujet, aux côtés des acteurs de l'écosystème, lors d'une réunion coorganisée par le ministère et le bureau de l'UNESCO à Dakar.

Pour dire que l'Afrique doit donc s'approprier les principes éthiques de l'IA en les adaptant à son

contexte, tout en investissant sur des modèles locaux pour éviter la dépendance aux modèles extérieurs qui ne reflètent pas toujours ses priorités ni ses droits fondamentaux.

2. Protection des données personnelles : un impératif éthique et juridique

La donnée personnelle est au cœur de l'intelligence artificielle. Sans données fiables et respectueuses des droits, les algorithmes peuvent produire des biais, des discriminations ou porter atteinte à la vie privée.

2.1 Les défis africains en matière de protection des données

Plusieurs pays de l'espace OHADA et africain, tels que le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal ou encore le Togo, ont adopté des lois relatives à la protection des données personnelles, dont les principes sont parfois alignés sur ceux du Règlement général sur la protection des données (RGPD) européen. Toutefois, la mise en œuvre effective de ces textes se heurte parfois à des obstacles majeurs, notamment en termes de moyens techniques, de formation des acteurs, de sensibilisation des populations et de fonctionnement des commissions et autorités de protection des données.

- Faible sensibilisation des acteurs publics, entreprises et citoyens sur les droits numériques.
- Capacités institutionnelles limitées des autorités de régulation pour contrôler et sanctionner les abus
- Infrastructures numériques disparates, ce qui fragilise la sécurisation des données.

- Multiplicité des acteurs étrangers collectant des données sans toujours respecter les normes locales.

Ces défis rendent la protection des données personnelles un enjeu crucial pour les pays de l'espace OHADA, appelant à une mobilisation collective afin de renforcer les cadres législatifs et opérationnels. Dans certains États, comme le Sénégal, le cadre juridique reste marqué par un certain « retard » par rapport à l'évolution technologique : la loi n°2008-12 du 25 janvier 2008 sur les données à caractère personnel, bien qu'ayant constitué une avancée à son époque, nécessite aujourd'hui une révision en

“La protection des données, l'intégrité des systèmes d'IA, la régulation des données d'entraînement, la transparence algorithmique, et la responsabilité juridique des acteurs sont autant de défis majeurs.

profondeur (d'ailleurs c'est une recommandation de la stratégie nationale d'intelligence artificielle du Sénégal) pour tenir compte de ces évolutions technologiques, des nouveaux usages numériques et des standards internationaux en matière de protection des données et d'encadrement des données d'entraînements.

2.2 Vers une gouvernance inclusive des données

Pour répondre à ces enjeux, il est nécessaire d'adopter une approche inclusive, qui intègre les dimensions suivantes :

- La formation et la sensibilisation à tous les niveaux, des décideurs aux utilisateurs finaux.
- La coopération régionale, notamment à travers des cadres harmonisés comme ceux proposés par l'Union Africaine.
- Le renforcement des capacités techniques et juridiques des institutions en charge de la protection des données.
- La mise en place d'un bloc à l'échelle régionale pour faire face aux GAFAM et Big Tech de l'IA
- L'engagement des entreprises technologiques dans une démarche responsable et transparente.

3. Gouvernance des algorithmes : enjeux et responsabilités

La gouvernance des algorithmes constitue un volet central de l'éthique de l'intelligence artificielle. En Afrique, les questions de transparence, d'équité et de responsabilité des systèmes algorithmiques méritent une attention particulière, d'autant plus que de nombreuses solutions IA Génératives déployées localement reposent sur des modèles open source développés ailleurs, tels que DeepSeek, LLaMA



ou encore Mistral. Cette dépendance technologique pose des défis en matière de compréhension des logiques internes de ces modèles, de contrôle des biais potentiels et d'adaptation aux contextes culturels, linguistiques et socio-économiques africains.

3.1 Les risques liés aux algorithmes et aux systèmes IA

Les algorithmes, notamment ceux fondés sur l'apprentissage automatique (machine learning), peuvent produire des résultats biaisés lorsqu'ils s'appuient sur des données incomplètes, synthétiques, non représentatives ou peu fiables. Ces biais peuvent entraîner des conséquences graves, telles que :

- Des risques différenciés selon la classification de l'IA Act, qui distingue les systèmes à risque minimal, limité, élevé ou inacceptable. Cette catégorisation permet d'évaluer le niveau d'exigence en matière de transparence, de surveillance humaine et de conformité réglementaire.
- Des discriminations systémiques, par exemple dans l'accès à des services essentiels comme l'emploi, le crédit ou les soins de santé.
- Une opacité décisionnelle, qui rend difficile la compréhension, l'explication ou la contestation des décisions prises de manière automatisée.
- Une perte de souveraineté numérique, lorsque les systèmes d'IA sont contrôlés par des entités étrangères, avec des données traitées en dehors du continent africain.

3.2 Responsabilités des acteurs africains

Pour construire une gouvernance algorithmique éthique, les responsabilités sont partagées :

- Les États doivent adopter des politiques communes claires, créer des autorités de contrôle indépendantes (par exemple au Sénégal passer de la CDP à une Autorité) et promouvoir la recherche locale sur l'IA éthique.
- Les entreprises et développeurs doivent intégrer la transparence, l'auditabilité et la non-discrimination dès la conception des algorithmes (approche « privacy by design » et « ethics by design »).

Et pour y arriver il faut un accompagnement formation continue et même une intégration de modules de formations sur la conformité dans tous les programmes de formations des parcours techniques en IA et en Data

- La société civile joue un rôle crucial en surveillant les usages, en sensibilisant et en demandant des comptes aux pouvoirs publics et privés, une certaine « redevabilité IA » - la redevabilité en matière d'intelligence artificielle (ou « redevabilité IA ») serait un mot valise désignant l'obligation pour les acteurs publics et privés développant, déployant ou utilisant des systèmes d'IA de répondre de leurs choix, actions, impacts et décisions devant la société.

La mise en jour du cadre normatif local adapté aux usages internationaux et la promotion d'une culture éthique sont indispensables pour éviter les dérives.

4. Vers une éthique africaine de l'intelligence artificielle

Construire une éthique africaine de l'IA ne se résume pas à importer des normes internationales. Il s'agit de forger un cadre qui reflète les valeurs, les réalités sociales et économiques du continent.

4.1 Les principes fondamentaux

Une éthique africaine de l'IA pourrait s'appuyer sur plusieurs principes clés, en résonance avec les traditions et priorités locales :

- Respect de la dignité humaine : placer la personne au centre des technologies, en protégeant ses droits fondamentaux.
- Justice sociale : lutter contre les inégalités, promouvoir l'inclusion et garantir l'accès équitable à la connectivité et aux bénéfices d'une IA adaptée (en langue locale si nécessaire avec les technologies TTS et STT pour permettre à ceux qui ne savent ni lire ni écrire surtout le monde rural d'accéder à ces technologies IA).
- Solidarité et responsabilité collective : promouvoir des usages inclusifs qui tiennent compte des besoins des communautés locales.
- Souveraineté numérique : encourager le développement d'infrastructures locales, de données,

de puissance de calculs et de solutions adaptées au contexte africain (avec la perspective de disposer de modèles IA locaux open source- le cas de la Suisse ou de l'Allemagne- financés par nos états et disponibles pour les universitaires, chercheurs et startups à faibles moyens).

4.2 Initiatives et perspectives

Plusieurs dynamiques positives émergent sur le continent pour promouvoir une intelligence artificielle éthique, inclusive et souveraine comme :

- Le renforcement de la coopération continentale, sous l'impulsion de l'Union africaine, qui :
 - a initié un processus de définition d'une stratégie africaine de l'intelligence artificielle, pilotée par la Commission de l'UA, avec une vision axée sur l'autonomie technologique, les infrastructures souveraines et la gouvernance éthique ;
 - travaille à l'élaboration de cadres réglementaires harmonisés à l'échelle continentale pour encadrer l'usage de l'IA dans des secteurs sensibles (santé, agriculture, éducation, sécurité) ;
 - soutient la mise en place d'un Observatoire africain de l'intelligence artificielle, en lien avec l'UNESCO et d'autres partenaires multilatéraux.

Par ailleurs il est primordial d'aller vers une prise en charge concrète et musclée de cette question à l'image de ce qui se fait ailleurs avec :

- Le financement de projets IA en Afrique par l'Afrique avec des partenaires extérieurs, notamment l'Union européenne (avec des acteurs comme l'AFD), les États-Unis (via Google, OpenAI/Microsoft et le Capital Risk) et les pays du Moyen-Orient (Qatar, Arabie Saoudite ou encore Chine qui disposent de fonds sur l'intelligence artificielle).
- Les défis de soutenabilité financière et d'appropriation locale de ces initiatives.
- L'enjeu de former des experts africains en IA éthique, droit numérique, data science et gouvernance algorithmique.
- La mise en place d'une instance de gouvernance de l'IA rattachée à la Présidence (Conseil national de l'IA)
- L'idée d'un pacte africain pour une IA responsable

Ces efforts participent à une vision africaine souveraine et responsable d'une intelligence artificielle de confiance.

5. Conclusion : un engagement collectif pour une IA éthique en Afrique

L'intelligence artificielle représente une opportunité sans précédent pour le développement africain, mais elle impose aussi une responsabilité collective forte. La protection des données personnelles et la gouvernance des algorithmes ne peuvent être pensées sans une approche régionale éthique adaptée aux réalités africaines.

Les États, les entreprises, les chercheurs et la société civile doivent travailler de concert pour construire un cadre juridique, technique et culturel qui protège les droits des citoyens, favorise l'innovation locale et assure la souveraineté numérique du continent.

Face aux défis mondiaux, l'Afrique a l'opportunité de devenir un acteur exemplaire en matière d'éthique de l'IA, en valorisant ses valeurs, en renforçant ses institutions et en innovant pour un futur numérique juste et inclusif.



GOUVERNANCE



Boubacar DIALLO

Défis globaux de la Gouvernance de l'IA en Afrique

Spécialiste Data & IA, Intelligence économique

L'intelligence artificielle (IA) est devenue un moteur essentiel du développement socio-économique en Afrique, offrant des opportunités sans précédent pour améliorer la vie des citoyens et stimuler la croissance économique. Cependant, cette intégration rapide de l'IA soulève des défis cruciaux en matière de gouvernance. Les questions de protection des données, de biais algorithmiques et de transparence sont au cœur de ces préoccupations, nécessitant une attention particulière de la part des gouvernements, des entreprises et de la société civile.

Il est impératif que les États, les entreprises, les chercheurs et la société civile collaborent pour établir un cadre juridique, technique et culturel qui protège les droits des citoyens. Cette approche collaborative est essentielle pour surmonter les obstacles et garantir que les avantages de l'IA soient partagés équitablement. Ainsi, la recherche d'une gouvernance éthique et responsable de l'IA en Afrique n'est pas seulement souhaitable, mais impérative pour construire un futur numérique juste et inclusif.

Biais algorithmiques et diversité culturelle

Les modèles IA développés sur des ensembles de données occidentaux reproduisent des erreurs systématiques sur les populations africaines. Par exemple, des algorithmes de dépistage du cancer de la peau ont un taux d'erreur deux fois supérieur sur les peaux foncées, faute de données d'entraînement représentatives (CIO Mag, 2024). Au Kenya, 60 % des agriculteurs ruraux ont été exclus injustement

du scoring de crédit IA en 2023, car les modèles reposaient essentiellement sur des métriques urbaines (Policy Center, 2024). L'absence de bases de données multiculturelles renforce cette marginalisation, soulignant l'urgence de financements pour des data-sets africains diversifiés.

Protection des données et souveraineté numérique

Malgré 40 lois nationales sur la protection des données, seuls 15 % des pays africains disposent d'autorités pleinement opérationnelles (Africa Data Protection, 2024). Plus de 70 % des données de santé collectées en Afrique de l'Est sont hébergées sur des infrastructures AWS ou Azure, exposant le continent à une colonisation numérique et réduisant la résilience locale (TechHive, 2025). Le déploiement restreint de solutions de chiffrement aggrave la vulnérabilité des systèmes biométriques et compromet la vie privée.

Respect des droits fondamentaux et inclusion

L'utilisation non encadrée de l'IA peut porter atteinte à la dignité et à la liberté d'expression : en 2023, des systèmes de reconnaissance faciale en Ouganda ont été déployés pour identifier des manifestants, menaçant le droit de rassemblement (Policy Center, 2024). Par ailleurs, seuls 36 % des Africains ont accès à Internet et les femmes représentent 15 % des experts IA, ce qui limite leur participation aux bénéfices de l'IA (UNESCO, 2024).

Sans programmes inclusifs, l'IA risque d'accentuer les fractures rurales/urbaines et de genre.

Transparence et responsabilité

La complexité des algorithmes crée une « boîte noire » difficile à auditer : au Nigeria, 40 % des demandes de microcrédit automatisées ont été rejetées sans justification, privant les usagers de recours (CIO Mag, 2024). Les principes d'explicabilité prévus par l'UNESCO sont rarement appliqués, faute de compétences techniques et de cadres réglementaires adaptés (UNESCO, 2024). Les « regulatory sandboxes » testés en Afrique du Sud pourraient offrir un équilibre entre innovation et contrôle.

Sécurité et usages malveillants

Avec moins de 20 % des pays dotés de stratégies cybersécurité robustes, l'Afrique est vulnérable à la désinformation et aux deepfakes : lors de la campagne électorale de 2024 au Ghana, des vidéos truquées ont érodé la confiance publique (CIO Mag, 2024). Par ailleurs, la Banque africaine de développement estime que l'automatisation pourrait menacer 30 % des emplois agricoles d'ici 2030 sans politiques de reconversion (BAD, 2024).

Faiblesse des cadres réglementaires

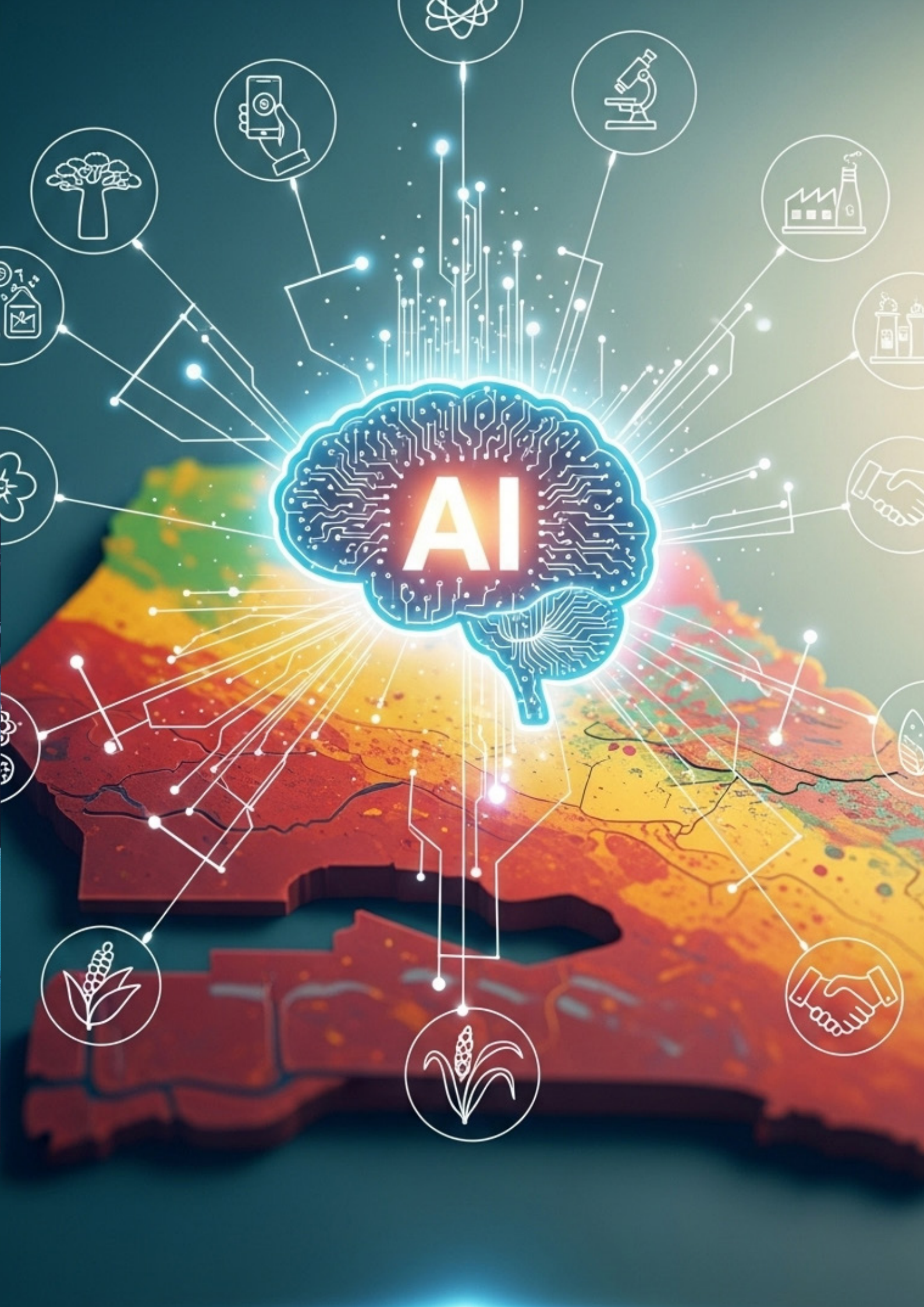
Le dilemme de Collingridge se fait sentir : seules cinq nations (Nigeria, Kenya...) disposent de lois IA spécifiques, les autres recourant à des textes génériques inappropriés (Policy Center, 2024). La Stratégie continentale de l'UA propose des normes éthiques communes, mais sa mise en œuvre bute sur le manque de financements et la fragmentation politique (African Union, 2024).

Gouvernance inclusive et responsabilité sociale

La sensibilisation aux enjeux IA est faible : seuls 10 % des Africains ruraux comprennent ces technologies, réduisant leur capacité à participer aux décisions (AI4D, 2024). Les centres d'excellence AI4D progressent, mais leur couverture reste limitée. Pour assurer une adoption responsable, il est crucial d'instaurer une gouvernance multipartite réunissant États, secteur privé, chercheurs et société civile.

“ Par ailleurs, seuls 36 % des Africains ont accès à Internet et les femmes représentent 15 % des experts IA, ce qui limite leur participation aux bénéfices de l'IA (UNESCO, 2024). Sans programmes inclusifs, l'IA risque d'accentuer les fractures rurales/urbaines et de genre.





STRATÉGIES



Papa Massamba NDIAYE

Vers une République Numérique Citoyenne : une vision stratégique pour un Sénégal souverain, inclusif et innovant

Président de Ubuntu University et Co-fondateur du Débat Numérique National de la Jeunesse

Le Sénégal, à la faveur d'un changement de cap politique en 2024, est en train de réinventer la gouvernance publique. Cette transformation profonde s'appuie sur une conviction simple mais puissante : le numérique est un levier d'émancipation collective, pas un simple outil technocratique. Elle vise à replacer l'humain — fonctionnaire, innovateur, citoyen — au cœur d'un État agile, éthique et performant, orienté vers la résolution des défis contemporains et l'élévation des potentiels locaux.

Un contexte exceptionnellement propice à l'accélération

Le Sénégal dispose aujourd'hui de leviers stratégiques sans précédent pour réussir cette mutation :

- Le New Deal Technologique 2050, vision intégrée d'une souveraineté numérique inclusive,
- La Stratégie Nationale des Données et la Stratégie d'Intelligence Artificielle,
- Le Parc des Technologies Numériques - Sénégal Connect, infrastructure d'innovation ouverte,
- Le supercalculateur national, le Datacenter de Diamniadio, et le satellite Gaïndesat-1A,
- Une loi sur les startups innovante, qui place l'entrepreneur technologique sénégalais au cœur du développement de l'innovation.

Mais l'enjeu ne réside pas seulement dans l'ac-

cumulation d'outils ou de stratégies. Il repose sur la capacité du Sénégal à créer de la cohérence entre ces piliers — technologie, compétences humaines, services publics, écosystème d'innovation, appropriation citoyenne — pour bâtir un modèle d'État plateforme, agile et centré sur l'utilisateur.

Un modèle intégré : Personnes, Processus, Technologies et Données

Cette approche repose sur quatre dimensions dynamiques et interdépendantes :

1. Personnes – Créer une fonction publique apprenante et une société civique impliquée

L'agent public ne doit plus être un simple exécutant, mais un designer de solutions, capable d'anticiper, de dialoguer et d'apprendre continuellement.

-Former des leaders numériques dans chaque ministère, dotés de capacités en design thinking, en gestion de projets agiles et en data literacy.

-Mettre en œuvre des programmes de formation modulaire, accessibles aux fonctionnaires sur toute l'étendue du territoire.

-Lancer des initiatives d'alphabétisation numérique orale via des technologies linguistiques (IA vocale en wolof, pulaar, sérère...), pour permettre aux citoyens non lettrés d'interagir avec l'administration.

« Un État n'est moderne que si chaque citoyen, peu importe son niveau d'instruction, peut interagir avec lui sans barrières. »



2. Processus – Concevoir des services publics simplifiés, accessibles, compréhensibles

- Créer un Guichet Unique Numérique National, accessible par smartphone, vocalisé, géolocalisé.
- Déployer une charte nationale de simplification administrative : pas plus de 3 étapes, pas plus de 3 jours.
- Utiliser les retours citoyens (feedback loops) pour réajuster en continu les parcours administratifs.

3. Technologies – Capitaliser sur l'existant, encourager la création locale et l'interopérabilité

- Utiliser GAINDE SAT pour l'urbanisme, l'agriculture, la surveillance environnementale.
 - Exploiter le supercalculateur pour modéliser les politiques publiques (logistique sanitaire, lutte contre la pauvreté, anticipation climatique).
 - Lancer des API ouvertes pour startups sénégalaises, favorisant l'interopérabilité avec les services publics (paiement, santé, mobilité).
- « Une gouvernance technologique ne se contente pas d'importer des solutions. Elle se construit avec des écosystèmes capables d'inventer, d'adapter et de protéger. »

4. Données – Gouverner par la preuve et anticiper les besoins

- Mettre en œuvre un Indice National de Réactivité Administrative (IRA) alimenté par des données en temps réel.
- Déployer un Portail Open Data citoyen avec tableaux de bord, comparateurs, infographies vulgarisées.
- Financer une stratégie de recherche-action, avec des thèses co-financées sur des problématiques publiques (mobilité urbaine, inclusion, santé, climat), afin d'inscrire l'intelligence scientifique au cœur du pilotage.

Un modèle économique à co-construire : souverain, ouvert et circulaire

La transformation numérique ne peut reposer sur des prêts ou des dépendances durables. Il faut concevoir un business model hybride et souverain, capable de :

- Financer localement les infrastructures par

des mécanismes d'investissement à impact,

- Créer des niches industrielles souveraines (impression de passeports, biométrie, IA vocale, cybersécurité),
- Permettre aux jeunes innovateurs sénégalais de co-crée les solutions, d'y avoir des marchés publics accessibles et de générer des emplois durables,
- Encourager les partenariats avec les meilleures technologies mondiales, sous condition de transfert de compétence et de protection des données nationales sensibles.

« Une souveraineté numérique ne s'achète pas, elle se bâtit avec la jeunesse, la recherche, et la volonté politique. »

Conclusion : Placer l'humain au centre d'un État plateforme vivant

La transformation numérique du Sénégal ne doit pas être un chantier technique. Elle doit être une aventure collective, une démarche culturelle, une vision systémique.

En articulant ses infrastructures, ses talents, ses startups, ses citoyens et ses chercheurs, le pays peut bâtir un modèle de gouvernance dont le monde s'inspirera. Un modèle où la souveraineté rime avec inclusion, où la technologie renforce la proximité, où les données guident l'action, et où les services publics deviennent des expériences fluides, humaines, et responsables.

Le moment est historique. La République Numérique Citoyenne du Sénégal est à portée de volonté.





A woman with dark hair, wearing a patterned blue and yellow top, is seated at a desk in a dimly lit room. She is looking at a large computer monitor. In the background, several other monitors are visible, displaying various data visualizations including bar charts, line graphs, and maps. The room has a modern, tech-oriented feel with a greenish tint. The text is overlaid in white, bold, uppercase letters.

**L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN AFRIQUE : LE-
VIER DE DEVELOPPEMENT SOCIO -ECONOMIQUE
ET DE SOUVERAINETE**

IA en Afrique : état de l'art, enjeux et opportunités



Boubacar DIALLO,
Spécialiste Data & IA, Intelligence économique

Dans un contexte où la course à l'innovation et à la compétitivité économique s'intensifie à l'échelle mondiale, l'Intelligence Artificielle (IA) s'impose comme un levier stratégique majeur : une croissance mondiale portée par l'IA, selon l'étude IA PwC (2023)[Intelligence Artificielle responsable : <https://www.pwc.fr/fr/vos-enjeux/data-intelligence/intelligence-artificielle/intelligence-artificielle-responsable.html>], l'IA pourrait contribuer entre 12 % et 14 % au PIB mondial d'ici 2030, soit 15 700 milliards USD supplémentaires grâce à l'augmentation de la productivité (6 600 milliards) et à l'effet de stimulation de la demande (9 100 milliards) PwC. Cependant, les retombées de cette croissance sont inégalement réparties entre les grands blocs régionaux :

- Chine : 26 %
- Europe : 22,5 %
- Amérique du Nord : 14,5 %
- Asie Pacifique : 10,4 %
- Afrique : 5,6 %

- Amérique latine : 5,4 %

Cette part africaine souligne la maturité technologique limitée, le déficit de compétences spécialisées IA et la difficulté d'accès aux financements sur le continent. Ces indicateurs constituent un véritable signal d'alarme : pour ne pas être relégué au rang de simple spectateur ou « techno-consommateur », l'Afrique doit définir dès à présent une stratégie globale d'écosystème IA, axée sur l'éducation, la recherche et l'adoption pragmatique des technologies.

En effet, un continent marqué par une population jeune (60 % de moins de 25 ans), une urbanisation rapide (3,5 % par an, BAD, 2023), et des défis structurels (connectivité à 40 %, UIT, 2024), l'IA offre un potentiel sans précédent pour accélérer le développement tout en posant des enjeux complexes liés à l'inclusion, la souveraineté, la sécurité, la gouvernance et l'éthique. L'IA pourrait générer 1 500 milliards USD pour le PIB d'ici 2030 (McKinsey, 2023), mais exige des progrès en connectivité et compétences. Pour avoir

une certaine maturité sur le développement et l'exploitation de l'IA, il faudra former 1,5 million de jeunes et femmes en IA d'ici 2030 via des programmes inclusifs, selon l'UNESCO (2024).

Cette note apporte un regard sous l'angle STRATEGIES pour analyser à travers une segmentation régionale (Afrique du Nord, de l'Ouest, de l'Est, Afrique centrale, Afrique australe), le développement de l'IA, ses enjeux et défis dans le continent africain.

Au niveau Union africaine, la Stratégie de l'UA positionne l'IA comme un moteur pour l'Agenda 2063, visant une Afrique prospère et intégrée (AU, 2024). Ses objectifs incluent l'accélération du développement durable, la souveraineté numérique et l'inclusion.

Enjeux transversaux communs de l'IA en Afrique

Cependant, malgré ces initiatives au niveau UA, et à l'échelle nationale, le continent fait face à de nombreux enjeux transversaux communs qu'il urge de faire face :



• **La couverture et la qualité de la connectivité encore très faible** : alors que plus de 80 % de la population chinoise et européenne dispose par exemple d'un accès 4G/5G, l'Afrique plafonne à environ 40 % (GSMA Intelligence, 2024), avec évidemment disparités plus marquées selon les zones géographiques, urbaines et rurales.

• **Centres de données/data centers** : seuls quelques pays (Afrique du Sud, Nigeria, Kenya) hébergent des datacenters de grande échelle, entraînant des coûts de latence et de bande passante élevés pour la majorité des États.

• **Le volume et qualité données très limité** : l'entraînement de modèles d'IA exige des jeux de données massifs, diversifiés et de qualité. Les États africains produisent en moyenne 0,5 % des données mondiales, en partie du fait d'une faible numérisation des services publics et privés (IDC, 2023). Ce faible taux de numérisation explique en grande partie, la faiblesse des capacités d'innovation technologique et numérique.

• **Interopérabilité et standards** : l'absence de normes harmonisées complique l'agrégation régionale de données essentielles (santé, agriculture, environnement, énergie).

• **Les compétences, formations et l'innovation locale** : l'Afrique représente moins de 3 % des publications internationales en IA, un indicateur de maturité et d'attractivité pour les partenariats académiques (Scopus, 2024). De plus, l'Afrique recense moins de 10 000 data scientists, contre plus

de 350 000 en Amérique du Nord et 250 000 en Europe (LinkedIn Workforce Report, 2023). Or la compétence IA et data est devenue une denrée extrêmement convoitée où elle se trouve à travers le monde. D'où la fuite de cerveaux. Les grandes entreprises dotées de solides ressources financières n'hésitent pas à chercher des jeunes africains dans leur pays. Or il faut une stratégie d'inversion de la tendance pour maintenir, fidéliser et massifier les compétences IA, data science et cyber en Afrique. Seules 15 % des universités africaines ont intégré des cursus dédiés à l'IA ou à la science des données, contre plus de 60 % en Asie-Pacifique (UNESCO, 2022).

• **Souveraineté** : L'absence de cadres communs de gouvernance et de partage nuit aux capacités locales de développement de modèles adaptés aux réalités régionales (langues, dialectes, contextes socio-économiques).

• **Dépenses intérieures brutes en R&D** : l'Afrique consacre en moyenne 0,5 % de son PIB à la R&D, loin derrière l'Europe (2,1 %) et la Chine (2,5 %) (Banque mondiale, 2023).

• **Investissements privés** : les levées de fonds pour startups d'IA sur le continent représentent moins de 2 % du total mondial, malgré une croissance annuelle des deals de près de 25 % (Partech Africa, 2024).

1. Afrique du Nord : état de l'art, stratégies et faiblesses

Maroc : consolidation d'un hub IA régional

Depuis 2019, le Plan national IA s'articule autour du « PACTE ESRI 2030 » pour combler les lacunes en compétences STEM et stimuler 45 projets de R&D appliquée. L'AI Movement (2021) à l'Université Mohammed VI Polytechnique structure l'effort en sept axes : formation, innovation, transfert, favorisant la synergie universités-entreprises et l'industrialisation des prototypes. En agritech, ATLAN Space a démontré une hausse de 22 % de rendement et une économie de 25 % d'eau, prouvant la viabilité économique des solutions IA.

La stabilité politique et les financements publics ciblés ont permis de bâtir un écosystème résilient. Pour passer à l'échelle, le Maroc doit attirer davantage de capitaux privés et décentraliser les incubateurs vers les régions rurales, afin d'éviter une concentration urbaine et de garantir l'inclusion.

Égypte : IA centrée sur le capital humain et la gouvernance

L'initiative Digital Egypt Generations (DEG) publiée en 2022 introduit l'IA dès le primaire, avec bourses et certifications accessibles dès 9 ans. La National AI Strategy 2021 fixe des objectifs clairs en gouvernance numérique, innovation et emploi, soutenus par un budget de 318 millions \$. En santé, le dépistage automatisé des rétinopathies à 95 % de précision pour 18 000 patients/an à Assiout atteste de l'impact social.

L'accent mis sur la formation précoce et les infrastructures (datacenters, câbles sous-marins) est un atout pour la compétitivité régionale.

Toutefois, la bureaucratie lourde et la disparité rurale-urbaine limitent la généralisation des initiatives : il convient d'accélérer la validation réglementaire et de lancer des campus IA mobiles pour garantir la couverture nationale.

Tunisie : universités mobilisées, gouvernance à parfaire

Intégrée à Digital Tunisia 2025, la stratégie IA 2021 vise à moderniser administration, santé et justice via des plateformes automatisées. Les universités jouent un rôle moteur, mais le financement public reste cyclique et la coordination public-privé insuffisante.

L'universitarisation de l'innovation crée un vivier de talents, mais la faiblesse des partenariats industriels et la volatilité politique freinent la transformation des proofs-of-concept en solutions commercialisables. La Tunisie gagnerait à renforcer ses incitations fiscales et à créer un guichet unique IA pour fluidifier les démarches des startups.

Si l'Afrique du Nord dispose d'un avantage comparatif grâce à ses ressources financières et académiques, elle doit désormais intégrer sa démarche nationale dans une vision continentale. L'alignement avec la Stratégie continentale de l'UA pour l'IA (2024) permettra de mutualiser infrastructures et compétences, tout en renforçant la résilience face aux acteurs globaux. Par ailleurs, l'Afrique du Nord fait face à trois principales faiblesses :

- Souveraineté numérique limitée : dépendance à des clouds étrangers pour 85 % des données, créant risques de latence et de confidentialité BAD, 2023.

- Inclusion sociale restreinte : seulement 15 % d'expertes IA et concentration urbaine de 80 % des incubateurs, excluant les zones rurales UNESCO, 2024.

- Cadre éthique embryonnaire : absence de normes maghrébines harmonisées pour l'audit algorithmique et la protection des données sensibles (santé, biométrie).

2. Afrique australe : état de l'art, stratégies et faiblesses

Afrique du Sud : pilier d'une transformation intégrée

Depuis 2020, la National AI Strategy émanant de la Presidential Commission on the Fourth Industrial Revolution couvre cinq volets — gouvernance (Digital Futures Commission), capital humain (codage dès le primaire, centres d'excellence), infrastructures (5G, Open Data Framework), industrialisation numérique et inclusion éthique — pour stimuler un développement socio-économique inclusif. Les hubs universitaires (Stellenbosch, Witwatersrand) et Tshwane AI forment 5 000 data scientists/an, attirant 70 % des investissements IA à Johannesburg. Avec 72 % de pénétration Internet grâce à la 4G/5G et aux câbles PEACE et Africa-1, et 28 datacenters recensés (Data Center Map), le pays offre un terrain très favorable à l'innovation.

Île Maurice : hub numérique en plein essor

Classée 57^e du Government AI Readiness Index d'Oxford Insights, Maurice a institué le Mauritius AI Council pour piloter sa

Digital Government Transformation Strategy autour de l'administration intelligente, de la cybersécurité et gouvernance des données, de l'incubation de startups, de la formation IA (AI Summer School, 10 000 certifiés/an) et des partenariats internationaux (Inde, France, UA). Avec 68 % de couverture Internet et 3 datacenters, l'île capitalise sur une alphabétisation numérique de 97 % chez les 15–24 ans (ITU – Digital Skills Africa).

Mozambique : potentiel émergent

Le Mozambique se trouve au stade précoce : 21 % de pénétration Internet (Statista), moins de 5 startups IA (Disrupt Africa), et une R&D publique < 0,2 % du PIB (UNESCO Institute for Statistics).

Faiblesses structurelles

La fracture numérique en zone rurale demeure un frein significatif à l'adoption de l'IA, puisque près de 40 % des habitants de ces zones n'ont pas d'accès Internet, limitant l'usage des services en ligne et des plateformes d'apprentissage (Statista). Par ailleurs, plusieurs études ont montré que les modèles d'IA importés, entraînés sur des ensembles de données non représentatifs des populations africaines, produisent des résultats erratiques et renforcent des discriminations héritées de l'apartheid, notamment dans la reconnaissance faciale (ITWeb, 2025). Enfin, plus de 70 % des financements dédiés aux projets IA en Afrique centrale proviennent de bailleurs non africains, ce qui restreint l'autonomie stratégique des États et la capacité à développer des solutions adaptées localement (SA Tech Report, 2024).



Comparaison de stratégies IA		
Dimension	Afrique du Sud	Maurice
Type de stratégie	Systémique, orientée 4IR	Axée gouvernance & attractivité
Leadership institutionnel	Commission présidentielle, Digital Futures Commission	Conseil IA + ministère TIC
Approche sectorielle	Industrie, éducation, santé, agriculture	Administration, cybersécurité, fintech, Ethics
Capital humain	Universités + TVET, 1 million de professionnels à former à horizon 2030	Partenariats privés, Certifications IA, AI Summer School
Données et infrastructures	Open data, souveraineté, interopérabilité des données, 5G, datacenters	Stratégie nationale des données, cybersécurité
Règlementation IA	En projet, fondée sur les droits humains	Comités d'éthique, cadre en élaboration

Source : Stratégie IA Afrique du Sud, Mauritius AI Strategy

3. Afrique centrale : état de l'art, stratégies et faiblesses

Rwanda : hub technologique intégré

Le Smart Rwanda Master Plan (2020) formalise l'IA dans une stratégie à cinq volets — infrastructures numériques (4G à 73,9 %), capital humain (centres d'excellence IA), recherche & innovation, éthique des données (Data Protection Law 2021) et partenariats publics-privés — pour faire de Kigali un pôle régional d'ici 2030. SHAKA AI (2019) fournit des services IA externalisés et monte un réseau de centres de formation. Viebeg Technologies, soutenue par le Rwanda Innovation Fund de la BAD, a réduit les ruptures de stock médicamenteux pour 2 M de patients et vu

son CA croître de 125 % post-financement.

Cameroun : montée en puissance académique et entrepreneuriale

En 2023, l'Université de Yaoundé I a lancé un Master IA appliquée avec l'AIMS et Google AI Research. Waspito propose des chatbots médicaux et a déjà connecté > 30 000 patients à des soignants certifiés. Le centre local AI4D Africa, financé par l'IDRC et l'AUDA-NEPAD, soutient des projets IA à impact social.

Autres pays : initiatives isolées

- **Gabon** : projets de surveillance forestière en temps réel avec Forest Watcher et CIRAD.

- **RDC & RCA** : expérimentations en synthèse vocale pour l'alphabétisation en langues locales. Ces initiatives manquent d'une stratégie nationale et souffrent d'un vide réglementaire.

Faiblesses structurelles

Les infrastructures numériques de l'Afrique centrale restent très fragiles : seulement 25 % de la population est connectée à Internet, avec moins de 15 % en République centrafricaine et environ 23 % en République démocratique du Congo, contre plus de 73 % au Rwanda (UIT, 2024). L'accès à l'électricité, moyen de 50 % dans la sous-région, reste insuffisant pour supporter des datacenters et des opérations IA continues (Banque mondiale, 2024). Sur le plan législatif, seul le Rwanda s'est doté d'une loi sur la protec-

tion des données personnelles, laissant les autres pays sans cadre réglementaire solide pour encadrer l'usage et la confidentialité des données (Ministry of ICT and Innovation, 2021). Enfin, le déficit de compétences demeure critique, puisque moins de 4 % des chercheurs en IA du continent sont basés en Afrique centrale, selon AI4D Africa (2023), ce qui freine le développement local de solutions adaptées (AI4D Africa, 2023).

4. Afrique de l'Est : état de l'art, stratégies et faiblesses

L'Afrique de l'Est se distingue par une connectivité inégale : le Kenya et l'Ouganda dépassent 50 % de pénétration Internet, alors que l'Érythrée et le Burundi restent sous les 15 % (DataReportal, 2024). L'accès à l'électricité en zones rurales demeure un frein majeur ; la Tanzanie, par exemple, n'atteint que 40 % de couverture électrique (Banque mondiale, 2024). Selon l'AI Readiness Index 2024 d'Oxford Insights, le Kenya occupe la 6^e place en Afrique, l'Éthiopie la 12^e, tandis que Djibouti et le Burundi ferment la marche, traduisant des écarts profonds en infrastructures de données, capital humain et politiques publiques.

Le Kenya, « Silicon Savannah » pilote son adoption de l'IA via le National Digital Master Plan 2022–2032, qui consacre cinq piliers à savoir : infrastructures, services numériques, gouvernance des données, cybersécurité, compétences et s'appuie depuis 2018 sur une task force IA & blockchain pour élaborer un cadre réglementaire et éthique (Ministry of

ICT, Kenya, 2023). En 2023, une consultation publique a été lancée pour définir la politique nationale IA et robotique, soulignant une volonté d'inclusion des parties prenantes.

L'Éthiopie a été, en 2020, le deuxième pays subsaharien après le Rwanda à publier une stratégie IA, portée par le newly founded Ethiopian Artificial Intelligence Institute (EAI). Cette feuille de route met l'accent sur l'IA en langues locales (amharique), l'agritech et la cybersécurité, et s'appuie sur des partenariats avec Huawei, le MIT et la Banque mondiale (Ministry of Innovation and Technology, Ethiopia, 2020).

En Ouganda, l'absence d'une stratégie nationale formelle contraste avec l'activité du AI & Data Science Research Lab de l'Université Makerere, reconnu pour ses travaux en vision par ordinateur et épidémiologie prédictive. La Tanzanie, quant à elle, intègre l'IA de façon sectorielle — santé, éducation, agriculture — sans document-cadre unique, via COSTECH et le ministère des TIC. Djibouti privilégie des partenariats bilatéraux ; un accord signé en 2022 avec la Chine couvre des applications publiques IA (reconnaissance faciale, contrôle des frontières) sans régulation nationale dédiée (Djibouti Data Center, 2022).

Cette mosaïque de maturités souligne l'urgence d'un cadre régional harmonisé : la Communauté d'Afrique de l'Est devrait coordonner une politique IA commune, standardiser les normes éthiques et favoriser la souveraineté numérique par des lois et infrastructures partagées.

Faiblesses

Les principales faiblesses de l'écosystème IA en Afrique de l'Est sont d'abord liées à une connectivité inégale : le taux de pénétration Internet varie de plus de 50 % au Kenya et en Ouganda à moins de 15 % en Érythrée et au Burundi, entravant l'accès aux services numériques hors des grands centres urbains (DataReportal, 2024). L'électrification reste partielle en milieu rural : seuls 40 % des Tanzaniens ont accès à l'électricité, ce qui freine l'installation et l'exploitation de datacenters et d'équipements IA (Banque mondiale, 2024). Sur le plan de la gouvernance, à l'exception du Kenya et de l'Éthiopie qui ont tous deux lancé des stratégies nationales depuis 2020 les autres États (Ouganda, Tanzanie, Djibouti) évoluent sans cadre IA unifié, se limitant à des initiatives sectorielles ou bilatérales et empêchant la création d'un marché régional cohérent. Enfin, la capacité de recherche demeure très faible : l'Afrique de l'Est ne regroupe que moins de 4 % des chercheurs africains en IA, ce qui, conjugué à une dépendance majeure aux financements étrangers, fragilise la pérennité et l'appropriation locale des projets (AI4D Africa, 2023).

5. Afrique de l'Ouest : état de l'art, stratégies et faiblesses

Avec 450 millions d'habitants et une croissance moyenne de 4 % en 2023, l'Afrique de l'Ouest connaît une dynamique forte dans la fintech, la santé numérique, l'agriculture intelligente et l'éducation augmentée, portée par un marché mobile de 600 M d'abonnés et



une connectivité moyenne de 45 % (GSMA, 2024). Toutefois, la pénétration Internet varie de plus de 60 % au Nigeria et au Ghana à moins de 30 % au Niger et en Guinée (DataReportal, 2024), tandis que le taux d'électrification s'échelonne de 90 % en Côte d'Ivoire à moins de 20 % en Sierra Leone (Banque mondiale, 2023).

L'innovation techno-numérique est portée par le Nigeria, le Ghana, le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Donc des disparités numériques persistantes caractérisent la fracture numérique : la pénétration d'Internet

dépasse les 60 % au Nigeria et au Ghana, contre moins de 30 % au Niger ou en Guinée (DataReportal Africa 2024). Le taux d'électrification suit la même logique : 90 % en Côte d'Ivoire, mais moins de 20 % en Sierra Leone (Banque mondiale, 2023). Sur le plan de la maturité en IA, l'AI Readiness Index 2024 place le Sénégal en 4^e position en Afrique, suivi du Nigeria (5^e), du Ghana (10^e), et de la Côte d'Ivoire (13^e). Ces disparités reflètent des différences significatives en matière d'investissement technologique, de gouvernance des données, de stabilité politique,

et de structuration des écosystèmes numériques.

Sénégal : leadership numérique inclusif

Classé 4^e africain dans l'AI Readiness Index 2024, le Sénégal a adopté en 2021 une stratégie IA structurée autour de cinq piliers — gouvernance éthique, infrastructures, formation, innovation et coopération — et a lancé en 2025 un New Deal Technologique de 1,7 Md \$ focalisé sur la souveraineté numérique, la digitalisation des services publics, le dévelop-

pement de l'économie numérique et la formation de 100 000 jeunes d'ici 2034 (Présidence du Sénégal, 2025). Des partenariats avec Microsoft et Google, ainsi que des formations via Simplon.co, renforcent l'écosystème local.

Nigeria : puissance démographique en quête de cohérence

5^e africain en IA readiness, le Nigeria a publié en 2024 la National Artificial Intelligence Strategy de la NITDA, couvrant cloud, 5G, supercalculateurs, R&D, soutien aux startups, formation de 50 000 talents d'ici 2030, régulation éthique et inclusion linguistique (haoussa, yoruba, igbo) (NITDA, 2024). Le National Centre for Artificial Intelligence and Robotics et le programme 3 Million Technical Talents illustrent l'effort, mais la concentration des projets à Lagos/Abuja et la dépendance aux clouds étrangers restent des freins.

Ghana : éthique, données et éducation

10^e africain, le Ghana a co-construit sa stratégie IA 2023–2033 avec l'UNESCO et la GIZ, axée sur l'open data, la gouvernance éthique, l'IA en santé/climat/éducation et l'inclusion des langues (twi, akan, ewe). Le Google AI Research Lab d'Accra et le programme AI in Schools pour initier les lycéens sont des points forts (PenPlusBytes, 2024), alors que le financement public reste inférieur à 10 M \$/an et l'accès aux ressources de calcul limité.

Côte d'Ivoire : intégration sectorielle

13^e au classement IA, la Côte d'Ivoire a incorporé l'IA à sa Stratégie numérique 2021–2025 via des projets “smart cocoa” et “Abidjan Smart Port”, et a consulté écosystème et universités pour élaborer une feuille de route IA en 2023. La couverture Internet urbaine atteint 90 %, mais le cadre légal sur les données est encore embryonnaire (Ministère Économie numérique, 2022).

Togo : innovation sociale et data science

Le Togo a déployé Novissi, un programme de transferts sociaux conditionnés par IA durant la pandémie, salué par la Banque mondiale (PNUD, 2023), et a créé en 2023 le Togo Data Lab pour promouvoir la data science dans les politiques publiques. Bien qu'aucune stratégie IA dédiée ne soit encore publiée, le pays expérimente la reconnaissance vocale en éwé et kabyè et prépare un cadre réglementaire dans ce sens.

Faiblesses régionales

Les disparités d'infrastructures (fracture rurale persistante, électrification inégale), l'absence de régulations IA dans plusieurs États et la dépendance aux financements étrangers limitent la durabilité des initiatives. La pénurie de talents et la faible coordination sous-régionale freinent la mise en place de solutions transfrontalières et compromettent l'émergence d'un marché Ouest-africain unifié.



La numérisation de l'administration est-elle la clé pour une modernisation efficace ?



Malick Lazare DIAKHATE,
Doctorant en Droit public à l'UCAD

À l'heure où le numérique redessine les contours des sociétés modernes, la numérisation de l'administration publique s'impose comme une étape incontournable dans la quête d'efficacité de l'action publique. Dans un contexte sénégalais marqué par des attentes croissantes en matière de transparence, de rapidité et de qualité des services, la digitalisation promet une transformation en profondeur des relations entre l'État et les citoyens.

Mais la digitalisation, à elle seule, suffit-elle à impulser une véritable modernisation de l'appareil administratif ? Ou masque-t-elle des défis structurels susceptibles de freiner son impact ?

Entre promesses d'optimisation et obstacles techniques, cette réflexion explore les contributions réelles de la numérisation à l'amélioration des services publics (I), tout en dévoilant les contraintes technologiques et sociales qui limitent son déploiement (II).

I. Les contributions de la numérisation à l'amélioration de la gestion publique

La modernisation de l'administration par les nouvelles technologies de l'information et de la communication est un processus irréversible qui profite à la fois à l'utilisateur, en rendant l'administration plus accessible et centrée sur l'utilisateur (A), et à l'État, en optimisant ses performances internes (B).

A. Une administration plus accessible et centrée sur l'utilisateur

La digitalisation des procédures transforme profondément la relation entre l'État et ses citoyens : tout d'abord, elle simplifie les démarches en proposant des portails en ligne guidés et préremplis, ce qui réduit drastiquement les erreurs et les allers-retours ; ensuite, elle génère un gain de temps et une réduction des coûts grâce à l'automatisation du traitement des dossiers, accessible 24 h/24 et 7 j/7, et diminue ainsi les frais d'impression et de personnel ; de plus, elle offre un suivi transparent des demandes (etax, Télédac, permis de construire) via un tableau de bord en temps réel, renforçant la confiance des usagers et limi-

tant les sollicitations téléphoniques ; enfin, la numérisation de l'administration est source d'équité, notamment pour les habitants des zones rurales et les personnes à mobilité réduite, en éliminant les contraintes géographiques et horaires ; par conséquent, outre l'amélioration de l'expérience citoyenne, la numérisation pave la voie à une véritable optimisation des performances internes de l'État.

B. Une optimisation des performances internes de l'État

Orientée vers l'État, la numérisation de l'administration constitue un levier majeur pour améliorer les performances internes de l'État en rationalisant ses processus et en optimisant la gestion de ses ressources. Grâce à des outils tels que la gestion électronique des documents (GED) et les systèmes intégrés de gestion des ressources humaines, l'administration gagne en efficacité, en traçabilité et en transparence. La plateforme E-solde, par exemple, illustre cette modernisation en

facilitant la gestion des salaires des agents publics. En réduisant la dépendance aux supports papier et en automatisant certaines tâches, la digitalisation permet une meilleure allocation des moyens humains, financiers et matériels, tout en limitant les erreurs et en renforçant la gouvernance publique.

II. Les contraintes structurelles et sociales de la transition numérique

La transition numérique de l'administration, bien qu'incontournable, se heurte à des défis techniques liés à l'intégration des systèmes d'information (A) et à des enjeux sociaux posés par la fracture numérique (B).

A. Les défis de l'intégration des systèmes d'information

La transformation numérique de l'administration publique s'accompagne d'importants défis techniques, notamment en ce qui concerne la gestion de systèmes complexes comme le SIGIF, lancé en 2016 pour intégrer les fonctions budgétaires, comptables et de gestion des ressources humaines. Bien que ce système n'ait pas encore été pleinement mis en service, et qu'aucune anomalie avérée ne soit constatée à ce stade, il est essentiel de souligner les risques potentiels de dysfonctionnements et de surcoûts opérationnels liés à sa complexité. La Cour des comptes a notamment relevé un retard significatif par rapport au calendrier initial dans le déploiement du SIGIF (*Rapport définitif audit d'attestation de performance des programmes du ministère des finances et du bud-*

get gestion 2020 ; p.17). Ce retard compromet la montée en compétence des utilisateurs et retarde la pleine exploitation du système. Par ailleurs, la multiplication des données sensibles amplifie les risques de cybersécurité, comme en témoigne l'attaque DDoS ayant visé plusieurs sites gouvernementaux sénégalais, dont celui de la présidence, en mai 2023. Ces éléments illustrent combien la complexité technique, la sécurité et la conduite du changement sont au cœur des enjeux de la numérisation administrative.

B. Les risques d'exclusion liés à la fracture numérique

L'autre défi important de la numérisation de l'administration concerne la fracture numérique. Celle-ci se manifeste d'abord par un risque d'exclusion numérique : les populations vivant dans des zones reculées ou défavorisées, où l'accès à Internet demeure limité, peinent à bénéficier pleinement des services en ligne, situation qui exacerbe les inégalités d'accès aux services publics. Ensuite, cette transition technologique tend à déshumaniser la relation entre l'administration et les usagers. En misant exclusivement sur des interfaces numériques, l'État risque de rompre le lien de proximité et d'empathie qui caractérise le service public, en privant les citoyens d'un accompagnement personnalisé. Ces dérives possibles appellent à une vigilance accrue dans le déploiement des services numériques, afin de garantir une inclusion équitable et de préserver la dimension humaine de l'action administrative.

En définitive, la numérisation de l'administration se révèle être un catalyseur puissant de modernisation, apportant à la fois une meilleure accessibilité pour les usagers et une optimisation des processus internes. Toutefois, cette transition ne doit pas masquer ses fragilités. La digitalisation, en tant que remède aux maux de l'administration sénégalaise, ne va pas de soi : elle constitue une construction fragile, une œuvre toujours à parfaire, plutôt qu'un acquis. Elle appelle à la lucidité, à la vigilance et à un engagement durable dans une réforme complexe.

Deux défis majeurs demeurent à cet égard : d'une part, comment garantir une numérisation véritablement inclusive, malgré les disparités d'accès à l'Internet et aux compétences numériques ? D'autre part, comment piloter des systèmes de plus en plus complexes tout en assurant la sécurité et la confidentialité des données ? Ces questionnements invitent à une réflexion continue et à l'élaboration de stratégies ciblées, alliant formation, support technique, gouvernance renforcée et dispositifs d'accompagnement, afin que la modernisation numérique soit à la fois efficace, équitable et durable.



Intelligence artificielle et santé : une opportunité pour renforcer la prévention et l'accès équitable aux soins au Sénégal



Ndoumbé POUYE,
Ingénieure en animation du développement

Au Sénégal, comme dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, les systèmes de santé restent confrontés à des défis majeurs : inégalités d'accès aux soins, pénurie de personnel qualifié, surcharge des structures sanitaires, retards dans le diagnostic, et manque de données en temps réel pour une prise de décision efficace. Dans ce contexte, l'intelligence artificielle (IA) apparaît comme un levier prometteur pour renforcer les dispositifs de prévention, améliorer la qualité des soins et favoriser l'équité sanitaire.

La recherche que j'ai menée en fin de cycle, dans le cadre du projet IA4CARDIO, s'est intéressée à l'intelligence artificielle appliquée au domaine de la santé. Ce travail a permis d'examiner le potentiel de l'IA au Sénégal, d'analyser les perceptions des professionnels du secteur, et d'identifier les conditions essentielles à une intégration éthique, inclusive et contextualisée de ces technologies dans le système de santé national.

Le système de santé sénégalais est structuré selon un modèle pyramidal, avec une couverture territoriale relativement bien pensée. Toutefois, dans les faits, cette structuration ne garantit pas un accès équitable aux soins. Les disparités géographiques, la faible densité médicale en milieu rural, les retards dans le diagnostic, les coûts élevés et la surcharge des centres hospitaliers rendent les services de santé inaccessibles ou difficile à une frange importante de la population.

Dans ce contexte, l'IA offre des potentialités inédites. Elle permet d'optimiser les données épidémiologiques, de prédire des maladies à partir de variables multiples, d'automatiser certains diagnostics, d'améliorer la gestion logistique des produits médicaux, ou encore de développer des plateformes de téléconsultation. Toutefois, ces avancées technologiques ne peuvent être réellement bénéfiques que si elles sont conçues pour servir les communautés, en

particulier les plus vulnérables.

Une approche exploratoire ancrée dans la réalité locale

La méthodologie utilisée a combiné une revue documentaire approfondie avec des échanges menés auprès de professionnels de la santé et de patients. À travers ces entretiens semi-directifs, j'ai pu recueillir des points de vue variés sur les usages d'alors, les craintes, les attentes, mais aussi les conditions à réunir pour un déploiement responsable de l'intelligence artificielle en santé auprès de professionnels.

Les résultats ont mis en lumière plusieurs pistes : d'une part, une adhésion croissante à l'idée que l'IA peut renforcer la médecine préventive par exemple à travers des systèmes d'alerte précoce pour les épidémies, le suivi à distance, ou la prédiction de certaines maladies chroniques grâce à l'analyse des données. D'autre part, l'IA est perçue comme un outil qui pourrait aider à désengorger les structures



sanitaires, notamment via des applications de télémédecine, de diagnostic assisté par algorithmes, ou encore de gestion automatisée des stocks de médicaments etc.

Cependant, des obstacles persistent : le manque d'infrastructures numériques, l'insuffisance de formation du personnel médical aux outils numériques, l'accessibilité à certains outils, les inquiétudes éthiques sur la confidentialité des données de santé, ou encore le risque d'accroissement des inégalités si les populations rurales ne sont pas incluses dans cette transition technologique.

L'IA au service de la prévention : vers un changement de pratique et d'usage

L'un des constats majeurs de l'étude est que la prévention reste

un maillon faible des politiques de santé au Sénégal. Or, l'IA offre justement des outils puissants pour anticiper, cibler et personnaliser les actions de prévention. Elle permet, par exemple :

- De détecter précocement les foyers épidémiques à partir d'algorithmes analysant les données météorologiques, environnementales et sanitaires ;
- De mettre en place des systèmes d'alerte, notamment les personnes atteintes de maladies chroniques comme les maladies cardiovasculaires, ou même les femmes enceintes ;
- D'optimiser les campagnes de communication sanitaire grâce à une meilleure segmentation des cibles ;

• De renforcer la santé mobile (m-health), en facilitant les suivis médicaux à distance et les conseils personnalisés via applications mobiles, ou autres outils technologiques pour faciliter une prise de décision rapide.

Ces avancées, pour peu qu'elles soient accompagnées d'une volonté politique forte et d'une gouvernance inclusive des données, peuvent contribuer à une transformation du système sanitaire sénégalais, en le rendant plus résilient, plus efficient, et surtout plus équitable.

Des recommandations pour une IA éthique et inclusive en santé

Mon mémoire se termine sur une série de recommandations concrètes, issues à la fois des données de terrain et de l'analyse



des expériences internationales. projets liés à l'IA.

Parmi les plus urgentes :

- Renforcer l'accessibilité numérique, pour éviter que l'IA ne devienne un facteur d'exclusion supplémentaire ;
- Former les professionnels de santé à l'usage des outils intelligents et favoriser la collaboration entre médecins, ingénieurs et agents communautaires ;
- Élaborer un cadre juridique clair sur la protection des données de santé et l'usage de l'IA, en tenant compte des principes d'éthique, de transparence et de consentement libre et éclairé ;
- Mettre en place des projets pilotes à échelle locale, afin de tester les outils en situation réelle et d'en tirer des enseignements adaptés aux réalités sénégalaises.
- Rendre les outils d'intelligence artificielle accessibles aux professionnels de la santé : pour une prise de décision, une prise en charge et un accompagnement plus efficace et adapté au contexte local
- Mettre en place des projets pilotes territorialisés, co-construits avec les communautés locales, pour tester et adapter les outils d'IA aux contextes spécifiques ;
- Favoriser l'interopérabilité des systèmes d'information sanitaire, en veillant à la qualité, à la sécurité et à la gouvernance des données collectées ;
- Inclure la société civile et les organisations communautaires dans les processus de veille, de sensibilisation et d'évaluation des

En somme l'intelligence artificielle ne doit pas être perçue comme une solution miracle, mais comme un outil à intégrer intelligemment dans une stratégie de renforcement des systèmes de santé, centrée sur les besoins des populations. Pour ainsi dire que celle-ci ne pourra remplacer la dimension humaine du soin, mais elle peut en être un précieux allié.

Pour le Sénégal, elle constitue une opportunité de mieux prévenir les maladies, la décentralisation et la personnalisation des services et d'avancer vers un accès universel et équitable aux soins. Encore faut-il que cette transition se fasse avec prudence, méthode, et une forte implication des communautés.

Les populations interrogées ont exprimé, dans une large majorité, leur intérêt pour des solutions basées sur l'IA, à condition qu'elles soient compréhensibles, accessibles, culturellement acceptables, et respectueuses de leur intimité et de leurs données personnelles.

L'IA en santé ne doit pas être un luxe réservé aux grandes villes. Elle doit devenir un outil de justice sociale, un levier d'accès pour les oubliés du système, un moteur d'innovation publique au service des plus vulnérables. Le défi est immense, mais la voie est tracée.



L'intelligence artificielle au féminin : pour une Afrique technologique inclusive



Wedji KANE,

Coordinatrice du SALTIS 2025, cofondatrice de l'Institut des Algorithmes du Sénégal et associée chez Jàngat.AI

Alors que l'intelligence artificielle s'impose comme la colonne vertébrale du futur, elle se construit encore trop souvent sans les femmes. C'est un paradoxe saisissant : en Afrique comme ailleurs, moins de 22 % des professionnels de l'IA sont des femmes (UNESCO, 2022), et ce chiffre est encore plus bas dans les domaines du développement algorithmique ou de la gouvernance des données.

Ce n'est ni un manque de compétences, ni une absence d'intérêt. C'est une invisibilisation progressive. Une exclusion lente, presque banale, des femmes africaines dans un chantier qui, pourtant, façonne nos économies, nos administrations, notre souveraineté.

Il est temps de dire haut et fort : l'intelligence artificielle ne sera véritablement intelligente que lorsqu'elle sera inclusive.

I. L'Afrique face à une double bifurcation

Le continent africain est à un moment charnière. D'un côté, l'urgence de suivre la course techno-

logique. De l'autre, l'opportunité unique de ne pas reproduire les modèles d'exclusion hérités d'ailleurs.

L'intelligence artificielle peut être un levier d'égalité. À condition d'intégrer les femmes dès la conception des systèmes, dès les formations, dès les politiques publiques. Le défi n'est pas seulement technique. Il est social, culturel, politique.

Et c'est là que le genre devient stratégique : l'IA peut corriger les biais... si elle est pensée par des regards pluriels. Les femmes apportent une lecture plus sensible des besoins, des usages, de l'éthique. Elles doivent coder le monde, pas seulement l'utiliser.

II. Le SALTIS : accélérateur de talents féminins – Une stratégie d'inclusion systémique

Le SALTIS n'a pas fait de l'inclusion féminine un «plus» ou un effet de communication, mais une colonne vertébrale de sa stratégie. En 2024, plus de 30% des participants étaient des femmes – un

record qui a doublé en un an, et l'objectif 2025 vise 40%.

Cette démarche est cruciale car :

- Potentiel socio-économique : McKinsey 2023 met en évidence que les entreprises du top quartile en diversité de genre et ethnique ont 39% de chances en plus d'obtenir une rentabilité supérieure à celles moins diversifiées.

- Un impératif de souveraineté : une IA construite sans diversité reproduit les biais systémiques observés ailleurs (MIT Media Lab, Joy Buolamwini, 2018). Une Afrique qui veut affirmer sa souveraineté algorithmique ne peut ignorer la moitié de sa population dans la gouvernance et la conception de ces systèmes.

- Une cohérence stratégique avec Vision Sénégal 2050 : qui place l'inclusion, l'éducation et la souveraineté numérique comme piliers.

Le SALTIS agit comme un incubateur social grâce à des programmes structurants :

- **SALTIS & Elles** : des rencontres qui vont au-delà du réseautage. On y retrouve des chercheuses, entrepreneures, lycéennes en sciences, travaillant sur des projets concrets.

- **Ateliers de Confiance** : mentorat collectif centrés sur l'affirmation des compétences et le leadership en collaboration avec les structures locales

- **Ateliers de Coding** : formations intensives qui familiarisent les jeunes filles aux bases de l'algorithmie, avec un ancrage pratique. Cette stratégie est en parfaite résonance avec la Stratégie Nationale IA du Sénégal (SNIA) qui appelle à «accélérer, structurer, pérenniser et partager» l'inclusion et les talents.

III. Ce que l'IA peut offrir aux femmes et inversement

L'intelligence artificielle reconfigure les rapports au travail, à l'espace, et à l'opportunité:

- **Flexibilité et télétravail augmenté** : dans des économies où la mobilité féminine est souvent freinée par des normes sociales, l'IA permet des modèles hybrides (travail à distance, freelancing spécialisé en IA, microservices numériques).

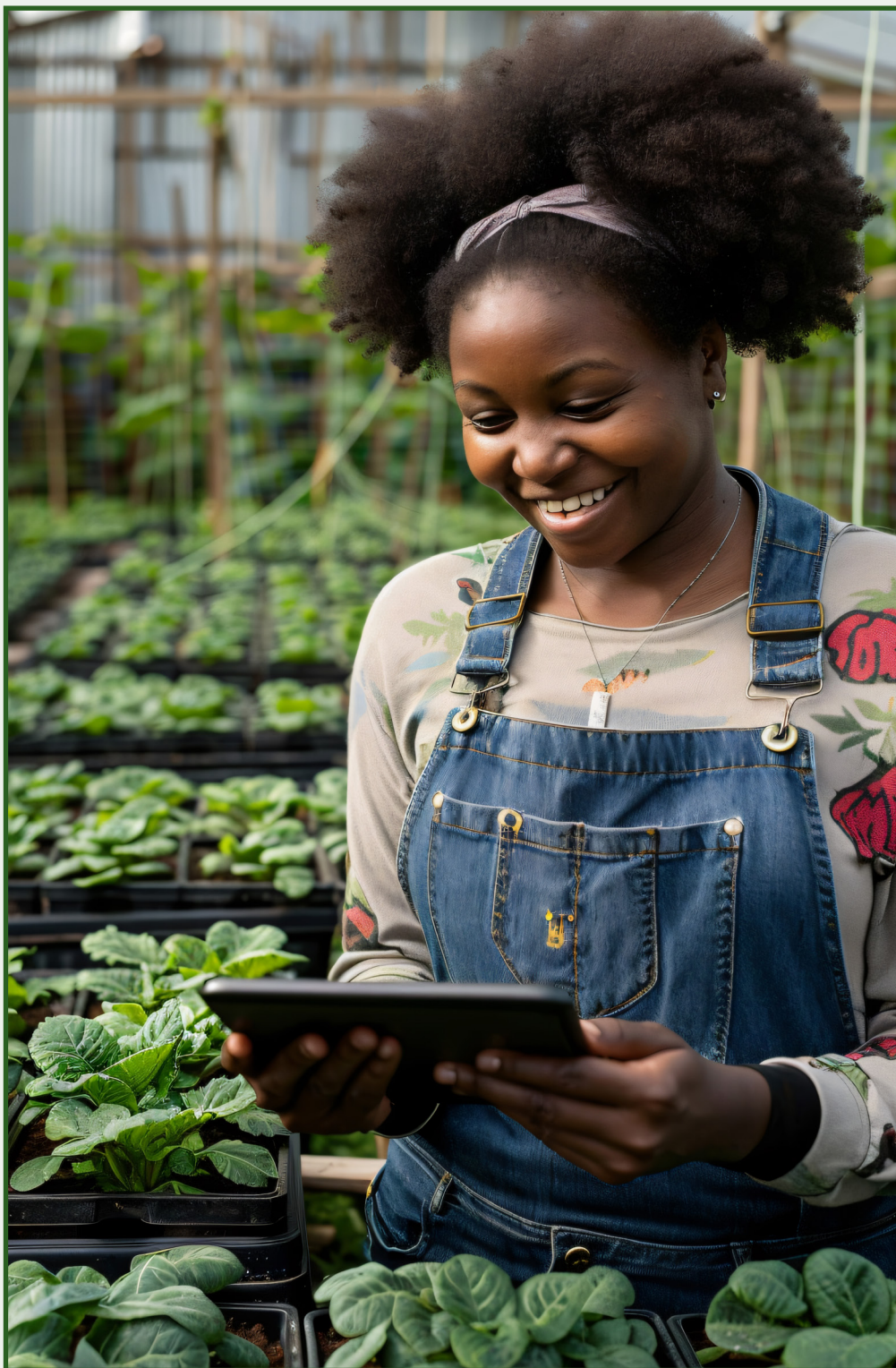
- **Accès élargi à l'emploi qualifié** : d'après l'UIT (2023), les métiers liés à la donnée croissent 3 fois plus vite que la moyenne, avec un potentiel fort pour les pays émergents où les barrières à l'entrée sont abaissées par des formations accélérées.

- **Entrepreneuriat féminisé** : grâce à des outils IA low-code/

no-code, des entrepreneures africaines créent des solutions adaptées aux réalités locales (e-santé, agri-intelligence, microfinance) comme Jàngat.AI.

Mais l'IA ne bénéficie aux femmes que si les femmes influencent l'IA. Leur apport dépasse l'angle de leur propre inclusion :

- **Éthique contextualisée** : les recherches de Timnit Gebru et Margaret Mitchell démontrent que la diversité des équipes IA réduit les biais discriminatoires dans la reconnaissance faciale, la traduction automatique et la modélisation prédictive.





- Priorisation des besoins sociétaux : l'exemple des projets d'IA menés par des chercheuses africaines dans AI4D Africa (IA pour diagnostic précoce de l'anémie, suivi de la sécurité alimentaire) illustre comment des perspectives féminines réorientent l'innovation vers des urgences sociales.

- Vision inclusive et durable : en Afrique, l'intégration des femmes dans la gouvernance IA aligne les projets sur des logiques de développement durable, de justice sociale et de cohésion territoriale.

Ainsi, l'IA féminisée n'est pas une IA «douce»: c'est une IA lucide, pragmatique et alignée sur la réalité du terrain.

IV. Pour conclure : coder l'avenir autrement

Comme l'a dit Timnit Gebru, pionnière de l'éthique de l'IA : Si vous laissez toujours les mêmes coder le monde, ils coderont toujours les mêmes erreurs.

Le SALTIS ne se contente pas de réunir des experts. Il sème des graines de changement, il fait émerger de nouveaux rôles modèles, il ouvre les portes de l'avenir aux jeunes filles d'Afrique.

Nous avons le choix : reproduire les exclusions du passé, ou reformater le futur avec les femmes, pour les femmes, au bénéfice de toutes et tous.

La participation au SALTIS 2025, le 25 et 26 Novembre est ouverte à tous et gratuite sur le site du SALTIS TechInov.

Références

1. <https://saltis-techinov.org/>
2. <https://www.assistant.jangat-ai.com/>
3. UNESCO, *Women in Artificial Intelligence*, 2022.
4. UIT, *Measuring Digital Development: Facts and Figures*, 2023.
5. SALTIS 2024, *Rapport Officiel* (<https://drive.google.com/file/d/1TwC-GoiH1qxCO4tV0Q-ti-RrbxE0acCJ/view>)
6. AI4D Africa, <https://ai4d.ai/>
7. Gebru, T. (2021), *Black in AI and the Ethics of Data, Fairness in Machine Learning Conference*.
8. Gebru, T., Morgenstern, J., Vecchione, B., Vaughan, J. W., Wallach, H., Daumé III, H., & Crawford, K. (2018). *Datasheets for Datasets. Proceedings of the 5th Workshop on Fairness, Accountability, and Transparency in Machine Learning (FAT/ML)*
9. Mitchell, M., Wu, S., Zaldivar, A., Barnes, P., Vasserman, L., Hutchinson, B., Spitzer, E., Raji, I. D., & Gebru, T. (2019). *Model Cards for Model Reporting. Proceedings of the Conference on Fairness, Accountability, and T*

L'Intelligence Artificielle : levier de création d'emplois et de nouvelles opportunités au Sénégal



Mouhamed NDIAYE,
Consultant en Intelligence Artificielle & fondateur de la startup IBMS

L'Intelligence Artificielle (IA) n'est plus une promesse lointaine réservée aux laboratoires des géants technologiques : elle est déjà au cœur de notre quotidien.

De la reconnaissance faciale sur nos téléphones à la gestion intelligente de nos cultures agricoles, en passant par les recommandations de contenu en ligne et l'optimisation des services publics, l'IA s'installe progressivement dans tous les secteurs de la société.

Pour un pays comme le Sénégal, où plus de 60 % de la population a moins de 25 ans et où près de 75 % des actifs travaillent dans l'agriculture, cette révolution n'est pas seulement une question de modernisation : c'est une opportunité historique de repenser notre économie, créer des emplois durables et réduire la dépendance aux secteurs à faible productivité.

1. Contexte : pourquoi l'IA est une chance unique pour l'emploi au Sénégal

Le Sénégal affiche une croissance économique soutenue : le PIB est passé de 17,7 milliards USD

en 2012 à 35,5 milliards USD en 2024. Cependant, l'économie reste largement informelle et dépendante de secteurs peu digitalisés. Dans ce contexte, l'IA offre un double avantage :

- Améliorer l'efficacité des secteurs traditionnels.
- Ouvrir la voie à de nouvelles filières économiques.

Selon la Banque mondiale, l'adoption des outils numériques dans les micro-entreprises augmente l'emploi de 14 % et améliore nettement la productivité.

Pour un pays où la main-d'œuvre est abondante mais sous-employée, l'IA n'est pas une menace pour l'emploi. Elle est un multiplicateur d'opportunités, capable de transformer la structure même du marché du travail.

2. Les nouveaux métiers que l'IA peut générer au Sénégal

L'IA donne naissance à des professions qui, il y a encore dix ans, étaient inexistantes :

- Data scientists & data analysts : experts capables de collecter et d'analyser des données pour éclairer les décisions.

- Formateurs en IA appliquée : pour accompagner la montée en compétence dans les entreprises et les institutions publiques.

- Développeurs d'outils intelligents adaptés aux réalités locales : agriculture, commerce, santé, administration.

- Spécialistes en éthique de l'IA : pour garantir un usage responsable et éviter les biais.

En parallèle, l'IA crée des métiers hybrides, où le savoir-faire traditionnel s'enrichit de compétences numériques.

Exemple concret : un agronome utilisant des modèles prédictifs basés sur l'IA pour anticiper les maladies des cultures, optimiser l'irrigation et améliorer les rendements.

3. L'IA, moteur de l'entrepreneuriat sénégalais



Pour les entrepreneurs locaux, l'IA est un accélérateur de croissance. Elle permet :

- D'automatiser les tâches répétitives : gestion de stocks, facturation, suivi clientèle.

- De prédire la demande : grâce à l'analyse des données, anticiper les tendances du marché.

- D'optimiser la logistique : un atout majeur pour le e-commerce et les services de livraison.

Des start-ups sénégalaises sont déjà sur cette voie :

- COGNX Safetrack : agriculture de précision par capteurs et IA.

- Sen Power : prévisions climatiques pour protéger les récoltes.

- Lebfay : solutions financières automatisées pour PME.

4. L'action publique : un cadre favorable en construction

Le gouvernement a compris que l'IA pouvait devenir un levier stratégique. Parmi les mesures phares :

- Budget de 7 milliards CFA sur deux ans pour l'IA et les infrastructures numériques.

- New Deal Technologique 2025 : création d'une AI & Digital Factory, généralisation de l'identité numérique biométrique et Internet universel.

- Lancement de l'AI Hub Sénégal : formation, incubation et accompagnement technique pour start-ups et chercheurs.

Ces initiatives visent à placer le

Sénégal en tête des pays africains dans l'adoption et la production de solutions IA.

5. Des opportunités concrètes pour l'emploi et l'inclusion

L'IA peut créer des emplois qualifiés dans la technologie, mais aussi dans l'agriculture, la santé et les services. Elle permet également :

- La reconversion professionnelle grâce à des plateformes de formation en ligne personnalisées.

- La réduction des inégalités en donnant accès à la formation aux femmes et aux jeunes des zones rurales.

- L'amélioration des services publics : santé, éducation, sécurité.

En santé par exemple, le programme AI4PEP utilise des algorithmes pour anticiper les épidémies et orienter les actions sanitaires.

6. Les défis à surmonter

Le chemin n'est pas exempt d'obstacles :

- Accès Internet limité : 40 % de la population reste hors ligne.

- Coût élevé de la connectivité (12 % du revenu mensuel moyen).

- Pénurie de compétences spécialisées : nécessité de former massivement les jeunes.

- Questions éthiques et réglementaires : protection des données, lutte contre les biais, cybersécurité.

Conclusion : passer de la promesse à l'action

L'IA est un train qu'il faut prendre maintenant. Avec la bonne stratégie (formation massive, soutien à l'innovation locale et cadre réglementaire solide), le Sénégal peut créer des milliers d'emplois durables et devenir un hub technologique africain.

La jeunesse sénégalaise a le talent, la créativité et la résilience nécessaires pour faire de l'IA un moteur de croissance inclusif. Comme le dit Sam Altman, PDG d'OpenAI la maison derrière ChatGPT

« L'IA, bien utilisée, peut être l'outil le plus puissant jamais créé pour améliorer la vie des gens. »

Et pour les finir avec les propos de Strive Masiyiwa, entrepreneur et philanthrope zimbabwéen, fondateur d'Econet Wireless

« L'innovation est la clé pour libérer le potentiel de l'Afrique. Notre avenir dépend de notre capacité à créer et à adopter les technologies qui transforment nos sociétés. »



Quelques outils IA générative

Consommation				
Divertissement character.ai Inflection CHAI LUZIA TikTok		Générateurs d'avatars Remini Lensa		Musique splash BandLab SongStarter Endel suno okio Audialab AIVA TuneFlow Mubert Harmonai by stability.ai boomy SONIFY Spotify
Social airchat Can of Soup Instagram WhatsApp AVA/GOSH		Education Speak Elio studdy		Conseil médical Med-PaLM Xyla Relation meeno RIZZ Assistant personnel milo
		Jeu AI DUNGEON inworld Scenario Leonardo.AI Layer astroblox EPIC Games Unity ROBLOX		

Entreprise : horizontal				Entreprise : vertical	
Recherche / connaissance glean cohere Duet	Automatisation zapier Forge DeepOpinion ADEPT rby AI axiom.ai UiPath Google Duet AI Kognitos AUTOMATION ANYWHERE	Ventes GONG Clari Apollo.io tavus Day.ai unify LAVENDER Telescope HubSpot salesforce clay		Soin de santé Ambience MEMORA HEALTH DeepScribe Hippocratic AI abridge Co:Helm Nabla ATROPOSHEALTH LATENT GLASS Athelas	
Marketing attentive MidJourney Jasper copy.ai Twain WRITER Rytr anyword copysmith Hypotenuse AI Writesonic	Service clientèle Maven AGI Slang.ai CRESTA zendesk GENESYS	Design Adobe Figma Recraft Kittl modifi Canva Picsart Visual Electric	Logiciel / génération code GitHub Copilot replit Cody Cursor FACTORY CodeGen from Salesforce codeium tabnine Magic warp		
	Productivité Notion tome Lix Microsoft 365 Copilot Google Duet AI	Data science ChatGPT Code Interpreter seek Wisdom AI Hex Magic turntable tableau from Salesforce Looker Arcwise	Juridique Harvey. Ironclad EvenUp casetext PINCITES Bio Inceptive Cradle		
			Services financiers Hebbia pilot Traduction LILT		

Prosommateur				
Moteur de recherche ChatGPT ANTHROPIC Claude perplexity YOU Google Bard Poe	Avatars virtuels synthesia D-ID	Agents autonomes Open Interpreter AutoGPT BabyAGI	Création de vidéos runway VEED.IO PIKA LABS captions descript loom Pr Adobe Premiere Pro dream by Wondershare TikTok	Copilotes de navigateur / automatisation / assistant Rewind MULTI-ON Minion AI new COMPUTER
	Voix IIElevenLabs RESEMBLE.AI WELLSAID MURF.AI PlayHT coqui descript		3D mirage Spline Physna	Création d'images Figma MidJourney stability.ai Ideogram Lexica PLAYGROUND Adobe Firefly Picsart PhotoRoom



Texte

Marketing



Connaissance



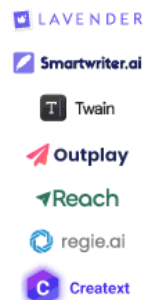
Rédaction / assistant écriture



Assistants IA



Ventes



Assistance (chat/e-mail)

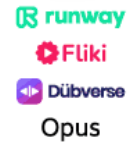


Autre



Vidéo

Génération / production

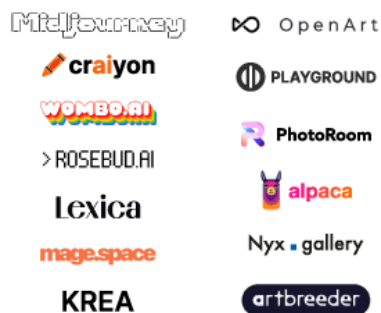


Vidéo personnalisée



Texte

Création d'images



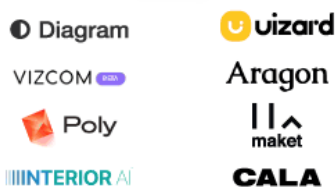
Social



Média / publicité

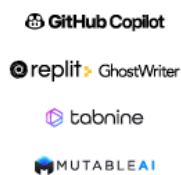


Design



Code

Génération de code



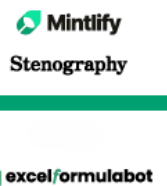
texte à SQL



Conception d'application web



Documentation



Expression

Synthèse vocale



3D

Modèles 3D / scènes



Autres

Musique



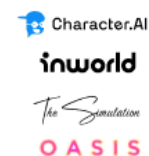
Jeu



RPA



Avatars / chatbot



Biologie/ chimie



Applications verticales



A LA DÉCOUVERTE D'UN PORTEUR DU LEGS



Pr Mamadou DRAMÉ, professeur titulaire, assesseur - FASTEF/UCAD.

dans le journalisme à partir de 1998 à Walfadjiri. En 2008, il a rejoint la FASTEF (Faculté des Sciences et Techniques de l'Éducation et de la Formation) en tant qu'assistant.

Actuellement, il est Professeur titulaire des universités en Sciences du langage à la Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation (FASTEF) de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD). Il a publié une trentaine d'articles et une dizaine d'ouvrages portant sur les sciences de l'éducation et les cultures urbaines liées au langage (poésie, rap, slam, hip-hop). Il est le Fondateur et le Coordonnateur du Groupe de Recherche sur les Expressions Culturelles Contemporaines (GRE2C) et Assesseur -Vice-Doyen de la Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation. Il a également été Directeur de Cabinet de Cheikh Bamba DIEYE quand il était Ministre de la communication et de l'économie numérique. Il est Directeur de Publications des Revues scientifiques Liens, Revue internationale francophone et Ecritures plurielles, ces derniers livres

sont Adja Kiné Lam, Pédagogie du bien et didactique du beau (2025), 60 ans des Écoles normales supérieures : parcours, mutations, défis et perspectives (2023), Parlez-vous hip hop : Langage de la rue et Transgression langagière dans le hip hop au Sénégal (2019), Thione Seck, Patrimoine culturel sénégalais : Education, culture et musique (2021), Kiné Lam, Pédagogie du beau, Didactique du bien (2024). Il est Vice-Président de la Commission Afrique et Océan Indien de la Fédération internationale des Professeurs de Français et Secrétaire général du Réseau universitaire de la Francophonie pour l'Innovation, la Formation des Enseignants et les Sciences de l'Éducation (RUFIFESE).

Pr Mamadou Dramé est né à Dakar et a grandi entre Médina Sabakh, Ndoffane, Touba et Dakar, plus précisément à Liberté 6 où il a passé la majeure partie de mon enfance et de mon adolescence. Pur produit de l'école publique sénégalaise, j'ai étudié à l'école élémentaire Darou Khoudoss à Touba, ensuite à l'école primaire de Liberté, communément appelé « Ecole Marché » et ensuite successivement au CEMT et au Lycée Mixte Maurice Delafosse où il a obtenu le baccalauréat.

Après le lycée, il a poursuivi ses études à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, où il a obtenu une maîtrise et un Doctorat d'État en Français.

Mamadou Dramé a commencé sa carrière en tant que professeur de Lettres au Lycée Ahoune Sané de Bignona. En parallèle, il s'est engagé

1. Quel est votre opinion sur le rôle de l'enseignement supérieur et de la recherche dans la transformation structurelle du Sénégal ?

En tant que militant de l'enseignement supérieur, je reste persuadé que le développement des pays, surtout les pays africains, repose sur un système d'enseignement supérieur et de recherche robuste qui prend en charge les réalités de nos sociétés et s'adosse sur les savoirs et les valeurs endogènes. Le vrai défi reste celui des sciences sociales, puisque rien ne peut se faire si on ne prend pas en compte les réalités que nous vivons et si nous n'avons pas une connaissance juste de nos sociétés. Malheureusement, l'accent est souvent mis ailleurs et nos sociétés souvent oubliées dans la production et la valorisation des savoirs. Il y a des efforts louables qui ont été faits pour une diversification et un élargissement de la carte universitaire, mais il y a encore des choses à faire pour que les universités et les instituts supérieurs puissent jouer le rôle qui est le leur.

2. Vous êtes sociolinguiste. comment nos langues locales peuvent-elle contribuer à consolider notre souveraineté nationale et à promouvoir un développement durable ?

Nos langues sont extrêmement importantes si on veut asseoir un développement assis sur des valeurs endogènes et des savoirs de chez nous. Elles sont essentielles si on peut les utiliser dans le système éducatif parce qu'elles peuvent permettre de gagner plusieurs années d'apprentissage et faciliter l'assimilation des compétences qu'il faut installer. Seulement, il est nécessaire que l'engagement militant ne tue pas la prise en charge de la dimension scientifique. En effet, il y a des obstacles sociaux et sociolinguistiques à lever et des préalables scientifiques à asseoir pour réussir le pari. Par exemple, au plan de la communication, il est nécessaire d'aller vers une appropriation de la nécessité des langues dans l'éducation pour de meilleures performances afin que les couches les plus vulnérables n'aient pas le sentiment que le bilinguisme langues nationales-français leur est imposé parce qu'ils n'ont pas de choix alors que le bilinguisme français-anglais est réservé aux plus nantis et permettent à leurs enfants d'avoir accès à un savoir plus large. Ce sont des considérations à lever pour éviter une mauvaise appropriation de cette politique.

Par ailleurs, il faut veiller à ce que les langues nationales aient la même dignité scientifique que les langues occidentales. Pour ce faire, il faut la mise en place d'une académie digne de ce nom, des ouvrages en langues nationales, des dictionnaires unilingues, etc. Ensuite, l'utilisation des langues nationales dans le système éducatif ne doit pas rompre l'unité nationale avec des langues. Les langues doivent être déconnectées des localités sinon on aura des enseignants et des élèves pour des localités précises. Enfin, il faut qu'on ait les moyens de notre politique pour la pérennisation des actions en direction de la valorisation et de l'utilisation pratique des langues nationales. Une bonne politique linguistique ne peut pas être tributaire des financements étrangers. En un mot, au-delà des slogans et des séminaires, avoir une politique linguistique très sérieuse.

3. Quels défis et opportunités majeurs se présentent à l'Afrique avec le développement de l'intelligence artificielle ?

L'intelligence artificielle est une grande opportunité pour l'humanité mais aussi le monde entier. C'est aussi une grande menace. Dans le secteur de l'éducation que je connais mieux, elle peut conduire à une paresse intelligence qui risque de grever les capacités des uns et des autres à réfléchir et à produire du savoir. Par contre, utilisée à bon escient, l'IA peut aider à combler le gap entre l'occident et les pays moins avancés. Mais ceci va nécessiter un changement de paradigmes et de rapport au savoir. Nous devons davantage miser sur les compétences auquel sur les savoirs cognitifs que tout le monde peut avoir accès sans difficulté grâce à l'internet.

4. Quelles stratégies recommanderiez-vous pour améliorer la gouvernance et le leadership en Afrique ?

Je comprends le terme « leadership » de la même façon que mes amis de Africtivistes, dont je suis également membre. Le leadership doit être compris comme une posture et une attitude plutôt que comme une position. Il s'agit dès lors pour tous ceux qui s'en réclament de faire en sorte d'impacter positivement sur la vie de leur communauté et de lui permettre de faire bouger les lignes dans le sens positif. Pour cela, on n'a pas besoin d'avoir une position ou un poste et tout le monde peut devenir leader s'il le



souhaite. Et c'est en parfaite harmonie avec la gouvernance. Si chacun se dit que c'est son affaire, on peut y arriver. Il s'agit ainsi de faire en sorte que nos actions dans la gestion de la chose publique puissent servir d'exemple, dans le respect des procédures et des processus, sans oublier que la gouvernance doit également avoir un visage humain.

5. Qu'est-ce qui vous a motivé à vous impliquer dans les activités de LEGS-Africa ?

J'ai intégré LEGS à ses débuts d'abord parce que la personne qui m'y a invité en valait la peine. En effet, j'ai eu la chance de connaître Elimane Kane dès 1994 et il a toujours été une personne engagée, véridique, sincère dans ses relations avec les autres, au service de la communauté et avec une vision pour le Sénégal et par-delà le continent. Ensemble, nous avons rédigé le Manifeste pour les Etats-Unis d'Afrique.

J'ai ensuite adhéré à LEGS à cause de la vision qu'elle a. J'ai très vite aimé la vision panafricaine, la valorisation de la jeunesse, l'ancrage dans nos valeurs et notre société, et la volonté d'agir localement pour impacter globalement pour la construction de l'Afrique à l'horizon 2060. La volonté de rupture qui est à la mode aujourd'hui a été le leitmotiv de LEGS-Africa dès ses débuts.

Enfin, je suis resté à LEGS parce qu'elle a montré qu'on pouvait être jeune, engagé et très au fait de ce qui se passe autour de nous. Il n'est pas besoin d'avoir une chapelle politique pour épouser les idéaux et les compétences qu'on y trouve forcent nécessairement le respect.

6. Avez-vous des projets ou des initiatives en cours qui s'alignent sur les objectifs de LEGS-Africa ?

En tant que Président de l'Association Sénégalaise des Professeurs de Français, nous militons pour notre métier certes, mais nous militons également pour une sorte de souveraineté pédagogique avec une implication forte dans les réformes des curricula. Ce qui est en droite ligne de ce fait LEGS-Africa et de son alignement pour une Afrique Unie et prospère. Nous avons des activités dont le but est de montrer qu'à partir de nos ressources littéraires et artistiques endogènes, nous pouvons faire bouger les lignes, à la fois dans les contenus à enseigner, mais également dans les pratiques pédagogiques que nous

voulons en phase avec les réalités de notre pays.

Au plan personnel, je suis engagé dans un combat pour la mise en valeur et la mise en avant des intellectuels africains de tous bords, quelle que soit la langue dans laquelle ils s'expriment, avec un accent fort pour la mise en évidence des intellectuels qui utilisent les langues africaines. Je suis aussi dans la valorisation de nos artistes, qui doivent être vus comme des intellectuels et des penseurs de premier ordre. En ce sens, j'ai sorti un livre sur le hip-hop, un autre sur l'œuvre de Thione Seck et un dernier sur Kiné Lam et je ne compte pas m'arrêter là.

7. Quel message aimeriez-vous transmettre aux jeunes leaders africains qui aspirent à faire une différence dans leurs communautés ?

Nous avons une jeunesse très consciente et très engagée. Elle est aux avant-gardes de tous les combats. Il faut juste qu'elle ne perde pas de vue que nous n'avons pas besoin d'aller ailleurs pour trouver des modèles qui nous inspirent. Ces derniers sont là avec nous. Il faut aussi qu'elle soit patiente. Tout ce qui s'acquiert dans la précipitation se perd aussi facilement. Elle est déjà travailleuse, elle ne doit donc jamais oublier que le devenir de ce continent dépendra de la justesse des combats qu'elle va mener.

Propos recueillis par Georges A. COLY.



CE QUE NOUS AVONS RÉALISÉ AU COURS DU DERNIER TRIMESTRE

Dans le courant du dernier trimestre, LEGS-Africa a continué à marquer de son empreinte son engagement et son dévouement pour une gouvernance responsable et durable du pétrole et du gaz au Sénégal. En ce sens, LEGS-Africa, en partenariat avec le Natural Resource Governance Institute – NRGI, a organisé le « *Forum communautaire de NDAR* » visant à sensibiliser les communautés sur l'importance de la réduction des émissions de méthane dans le secteur des hydrocarbures. En présence des différentes parties prenantes, cet événement fut l'occasion de présenter respectivement les résultats du rapport d'analyse sur la réduction des émissions de méthane ainsi que la gestion des émissions de GES opérationnelles dans le secteur des hydrocarbures par l'équipe de NRGI et par Dr Abdou Gueye, environnementaliste. L'activité a permis une compréhension approfondie des enjeux des émissions de méthane et de leurs impacts par les communautés impactées et les parties prenantes, un engagement pour l'adoption des pratiques réductrices d'émissions de méthane, un renforcement du dialogue et de la collaboration entre les parties prenantes pour une meilleure gouvernance des ressources naturelles et enfin l'élaboration d'un plan d'action pour une gestion proactive des émissions de méthane au Sénégal. Egalement, nous nous sommes davantage mobilisés à la suite d'une *fuite de gaz signalée au niveau du puits 02 du projet GTA* au large de la frontière mauritano-sénégalaise à travers une déclaration pour le respect du droit à l'information des citoyens et l'obligation constitutionnelle des pouvoirs publics de préserver l'environne-

ment et de protéger les populations des impacts sociaux et environnementaux dans l'exploitation du pétrole et du gaz.

Dans cette perspective, LEGS-Africa, à travers, la subvention Energy Transition Fund-ETF, a initié un *projet de « suivi alternatif des impacts environnementaux, sociaux et sanitaires des projets pétroliers et gaziers au Sénégal »*. Il s'agit pour ce projet de produire des données probantes et des preuves sur les risques et menaces de l'exploitation en collaboration avec les institutions de recherche et les acteurs locaux afin de porter le plaidoyer et de mieux influencer les pouvoirs publics pour des décisions plus équitables et justes orientées vers la transition énergétique.

Ainsi, nous avons lancé nos activités lors du *débat numérique portant sur le « suivi citoyen des impacts environnementaux : les défis de la production de données dans le cadre d'une exploitation offshore »*. Ce panel virtuelle réunissant toutes les parties prenantes, constitue un cadre de dialogue multi-acteurs pour identifier les défis et contraintes actuelles de la diffusion des données environnementales dans les projets offshore, faire l'état des lieux des initiatives existantes et des dispositifs institutionnels en matière de données et appréhender les enjeux du suivi environnemental offshore et le rôle de la société civile.

Dans cette dynamique, promouvant une approche collaborative recherche-action, LEGS-Africa, en collaboration avec l'équipe de recherche GED de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis,



responsable de l'étude, a organisé un *atelier de validation des indicateurs de suivi alternatif des impacts environnementaux et sociaux du projet gazier GTA*, à Saint-Louis.

En parallèle, nous avons démarré la cinquième phase du programme gouvernance responsable du pétrole et du gaz, soutenu par notre partenaire la Fondation Heinrich Böll. Dans cette nouvelle étape, LEGS-Africa initie le *projet : plaidoyer pour la protection durable du secteur de la pêche dans le contexte de l'exploitation du gaz*. Cette activité vise à réaliser une étude de faisabilité sur les mécanismes de compensation économique pour la protection et la modernisation du secteur de la pêche. Ce faisant, une série de rencontre avec les institutions publiques, les entreprises exploitantes et les services déconcentrés de l'administration ont rythmé nos actions de terrain dans une démarche inclusive et participative pour évaluer et proposer des mécanismes de mise en place d'un fonds bleu pour garantir la durabilité du secteur de la pêche et renforcer la résilience socio-économique des communautés côtières impactées par l'exploitation du projet GTA.

LEGS-Africa a activement participé à la *5ème édition de la Table ronde sur la gouvernance des ressources minérales*, organisée par l'OSIDEA sous l'égide du Ministère de l'Energie, du pétrole et des mines, portant sur le thème « exploitation pétrolière, gazière et minière : passer de l'exploitation à la transformation des ressources naturelles pour faire du Sénégal un hub industriel africain ».

Invité en tant que panéliste dans ce cadre de réflexion et d'échanges multi-acteurs, le Directeur exécutif, Elimane H. KANE, a fait une communication lors du panel 1 portant sur « regards croisés sur les projets majeurs » modéré par Dr Khadim Bamba DIAGNE, Secrétaire permanent COS Petrogaz. En outre, LEGS-Africa s'est fait plus distingué avec le *prix de reconnaissance décerné à M. KANE*, pour son engagement et sa contribution depuis des décennies dans la lutte pour la redevabilité et la transparence dans la gouvernance des ressources naturelles.

Cette édition a été tout aussi une occasion pour l'organisation, de participer avec l'animation de

Stand dans le but de partager ses contributions et réalisations dans le secteur extractif.

Dans un autre registre, LEGS-Africa, dans le cadre de son programme Mobilisation des ressources domestiques et la lutte contre les FFI, a organisé, avec la plateforme Diisoo, en partenariat avec le groupe de plaidoyer Agenda Afrique, une *table ronde sur le financement de l'Agenda national de Transformation Vision Sénégal 2050*. Cette table ronde s'est déroulée en prélude de la 4ème conférence internationale sur le financement du Développement des Nations Unies tenue en juin 2025 à Séville. Elle représentait une opportunité de discuter des stratégies de financement de l'agenda vision Sénégal 2050 ; d'identifier les sources de financement potentielles, y compris les partenariats public-privé, les investissements directs étrangers, la coopération internationale, le levier monétaire, l'épargne nationale ; d'élaborer des stratégies innovantes pour mobiliser des ressources financières à travers des mécanismes durables et inclusifs ; de renforcer la coopération entre les différentes parties prenantes, y compris les institutions financières, les gouvernements, la société civile et le secteur ; et d'aborder la gestion de la dette.

Ce panel est marqué par la participation effective de différents acteurs notamment les experts du financement de développement, le secteur privé, les universitaires, la société civile et les représentants du gouvernement sénégalais, contribuant à enrichir les échanges et en dégagant des pistes de solutions et d'orientations stratégiques. Parmi les principaux points de recommandations retenus, nous pouvons citer : la souveraineté monétaire et la gestion des ressources, la mobilisation des ressources internes, l'innovation financière et la régulation, les réformes et la responsabilité de la gouvernance, la valorisation de capital humain, l'aide publique au développement, les partenariats et les transferts technologiques et le développement territorial.

Ces recommandations constituent la feuille de route pour accompagner les décideurs publics, mobiliser les citoyens et engager des réformes significatives et durables.



EN PERSPECTIVE

Poursuivant notre engagement citoyen, LEGS-Africa continuera à mettre en œuvre son programme de gouvernance responsable et durable du pétrole et du gaz au Sénégal à travers ses prochaines actions, notamment :

- La publication de l'étude de faisabilité d'un fonds bleu de protection durable du secteur de la pêche et pour la résilience socio-économique des communautés côtières impactées par les exploitations des projets pétroliers, gaziers et miniers ;
- La présentation du rapport d'évaluation de la situation de référence sur les impacts environnementaux et sociaux du projet GTA ;
- La mise en place de la plateforme des OSC sur le suivi des impacts environnementaux et sociaux des projets pétroliers, gaziers et miniers.

De plus, nous entendons assurer notre mission de contrôle et de participation citoyenne en effectuant un suivi et une évaluation des politiques publiques énoncées dans l'Agenda national de transformation Sénégal 2050. Dans cette logique, nous accordons une attention particulière à l'analyse et au suivi des directives du Président de la République en Conseil des Ministres, depuis son élection en mars 2024 jusqu'en juillet 2025.

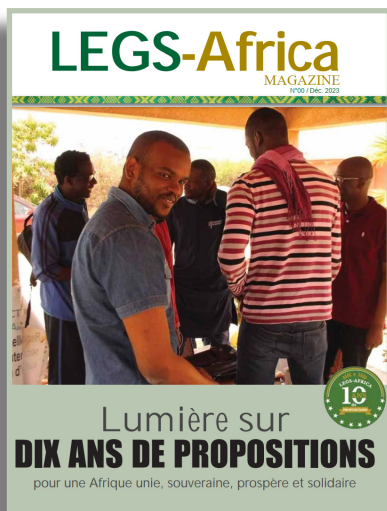
Egalement, dans le cadre du programme d'appui à la société civile – PASC, en partenariat avec la plateforme Diisoo, nous entamerons une série de tables rondes périodiques offrant une opportunité de réflexions prospectives sur les questions d'enjeux politiques, économiques et sociales du Sénégal, dans le cadre d'une alliance avec d'autres acteurs de la société civile.

LEGS-Africa est aussi co-initiateur d'une campagne nationale en faveur de l'audit citoyen de la dette avec d'autres organisations progressistes et personnalités signataires de la tribune dédiée à la cause dans un contexte inédit de crise de la dette au Sénégal.

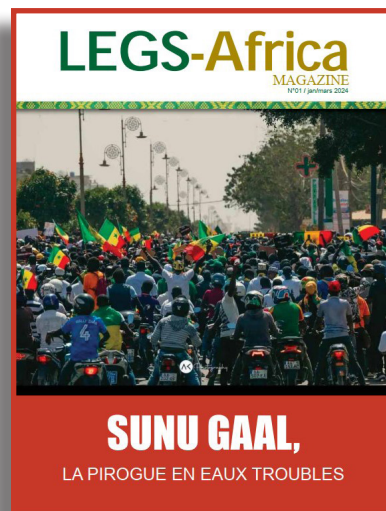
Nous allons continuer notre campagne de sensibilisation sur les défis et les opportunités de l'Intelligence Artificielle en planifiant diverses activités, telles que des séances de formation et des webinaires.

Enfin, nous vous donnons rendez-vous pour le prochain numéro de votre magazine trimestriel, prévu en Novembre 2025.

DÉJÀ PUBLIÉS



LEGS-Africa Magazine n°00
Lumière sur dix ans de propositions



LEGS-Africa Magazine n°01
Sunu Gaal, la pirogue en eaux troubles



LEGS-Africa Magazine n°02
Sénégal énergétique, cap vers un avenir durable ?



LEGS-Africa Magazine n°03
L'économie sociale solidaire : moteur de transformation économique et environnementale durable



Adresse : 4, Yoff, route de l'aéroport, 2e étage, Dakar, SÉNÉGAL

Téléphone : +221 77 414 17 64 / +221 33 860 24 87

Email : legs.africa2063@gmail.com

Site web : legs-africa.org / citizenlegs.org